

TUNISIE : **les émeutes de la faim**

lutte **ouvrière**

**la hausse
des prix
et
le freinage
des salaires**
p. 7, 10 et 11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 814 - 7 janvier 1984 - prix : 6 F

A TALBOT-POISSY

**Patronat, gouvernement,
centrales syndicales,
répètent la pièce
qu'ils joueront en 1984
contre tous les travailleurs**



sommaire

Dans le monde

- Page 8 :
— Paris-Dakar : les 12 000 km du fric et du gaspillage en pays de famine et de misère.
- Page 9 :
— L'armée israélienne bombarde à Baalbeck : les calculs des dirigeants sionistes.
- Page 12 :
— Nigéria : coup d'Etat sur fond de crise économique.
- Page 13 :
— Tunisie : les émeutes de la faim.
— Israël : à l'heure de la crise.
- Page 14 :
— Liban : vers la « débandade » ?
— Pologne : un procès qui fait peur au régime.
- Page 15 :
— Argentine : des inculpations pour l'exemple, mais les tortionnaires restent dans la place.

En France

- Page 4 :
— Restructuration à la Thomson.
- Page 5 :
— Talbot-Poissey : les travailleurs en lutte contre les licenciements.
- Page 6 :
— Attentats du 31 décembre : le prix de la présence française au Moyen-Orient ?
- Page 7 :
— L'affaire des avions renifleurs : des gogos mouillés ou arrosés.
- Pages 10 et 11 :
— Gouvernement et patronat d'accord pour que les prix distancent les salaires.

Culture

- Pages 16 et 17 :
— Yves Montand aux Dossiers de l'écran.
— Film : *Adieu fous*.
- Pages 18 et 19 :
— Expositions : Raphaël au Grand Palais.
— Livres : *Mémoires d'un combattant* de Hocine Aït Ahmed ; *Femmes, race et classe* d'Angela Davis ; *La crypte des Capucins* de Joseph Roth ; Dossiers du *Canard Enchaîné* : 1983, les dessins de rigueur.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Il y a 25 ans, Castro entrainé à La Havane

Il y a vingt-cinq ans, le 8 janvier 1959, Castro entrainé à La Havane. C'était la conclusion de six ans de lutte, qui avait commencé avec l'échec de l'attaque de la caserne de la Moncada le 26 juillet 1953 ; des années ponctuées par des coups de main manqués (expédition du *Granma* en 1956, insurrection d'avril 1958) : des années de résistance acharnée contre la dictature, qui avaient valu à Castro et à ses compagnons le ralliement des éléments les plus radicaux de l'intelligentsia, puis, peu-à-peu, le soutien des paysans pauvres.

Le régime corrompu de Batista s'effondrait. Le dictateur lui-même, qui avait mis l'île en coupe réglée pour son compte personnel et celui des affairistes américains, avait fui, quelques jours auparavant, lâché par le gouvernement des Etats-Unis.

Mais lâcher Batista ne signifiait pas pour autant que l'impérialisme américain allait soutenir Castro, qu'une fraction de l'appareil d'Etat considérait comme un dangereux « communiste ».

Telle n'était pourtant pas l'image que Castro voulait donner de lui-même. En 1953, lors de son procès, il disait vouloir s'appuyer sur le peuple « qui veut que sa patrie soit plus digne et plus honnête » (*L'histoire m'acquittera*) et il proposait des « lois révolutionnaires » visant à restaurer la Constitution de 1940 et à épurer le pouvoir judiciaire, à améliorer le sort des ouvriers (par une réforme agraire), enfin à confisquer les biens frauduleusement acquis par des sociétés étrangères.

Somme toute, un programme de réformes national assez radical, eu égard à la corruption du régime, mais bien loin d'une révolution socialiste.

En avril 1959 encore, devant les journalistes américains, Castro déclarait : « Nous ne sommes pas communistes (...) Notre révolution est une démocratie humaniste. Ni dictature de l'homme, ni dictature d'une classe. Liberté avec pain, sans terreur. Voilà l'humanisme ».

Pourtant, deux ans après, en avril 1961, il déclarait : « Nous avons fait une révolution socialiste ». Et en décembre 1961 : « Je suis marxiste-léniniste ». Déclarations fracassantes qui valurent à Castro une étiquette de marxiste révolutionnaire. Cela ne recouvrait, en fait, ni un programme ni un parti prolétarien, mais traduisait simplement une radicalisation de la petite bourgeoisie nationaliste cubaine sous la pression des événements.

D'ailleurs, Castro s'était bien gardé de couper les ponts avec les Etats-Unis.



Ce fut l'Etat américain qui en prit l'initiative.

Le gouvernement cubain « nationaliste de gauche » selon l'expression de Che Guevara, quant à lui, voulait reprendre sous son contrôle une partie de l'économie colonisée par les Etats-Unis, en négociant les conditions avec le gouvernement américain : « Nous ne confisquons pas les terres, disait Castro, nous proposons simplement de les payer en 20 ans ».

Mais c'en était trop pour les Etats-Unis, qui répliquèrent par des mesures de rétorsion économiques et par l'entraînement militaire des émigrés anti-castristes en Floride.

Ils avaient compté sans la détermination du gouvernement cubain, qui rendit coup pour coup.

En juillet 1960, le gouvernement américain refusa d'acheter l'excédent de sucre cubain. Castro vendit son sucre à l'URSS. Et d'août à octobre 1960, le gouvernement cubain nationalisa la plupart des sociétés industrielles, commerciales et bancaires tenues par les Américains. La bonne société cubaine qui n'avait pas encore émigré le fit. En 1961, le gouvernement Kennedy appuya le débarquement de 1500 émigrés anti-castristes dans la baie des Cochons. Le gouvernement cubain mobilisa toute la population dans des milices, qui firent échouer en trois jours cette tentative de débarquement.

Déterminé, bénéficiant d'un immense soutien populaire, le gouvernement cubain alla jusqu'à défier l'impérialisme américain qui craignait que Cuba ne fût un exemple contagieux pour l'Amérique latine. Il est vrai d'ailleurs que la révolution cubaine eut une résonance considérable. Mais cet « exemple » portait en lui ses propres limites.

Cherchant à toute force un développement économique dans les limites étroites de Cuba, le régime castriste subordonna la vie de la population de l'île à cet impératif national : le développement de la production du sucre. Mais produire du sucre c'était, à l'intérieur, renforcer la pression de l'Etat sur la population laborieuse. Le vendre c'était, à l'extérieur, avoir comme principal partenaire commercial l'URSS.

C'est ainsi que Castro approuva, en 1968, l'intervention russe en Tchécoslovaquie, puis celle en Afghanistan en 1979.

C'est la préoccupation de ménager l'URSS qui amena Castro à inclure des staliniens dans l'équipe dirigeante et à se proclamer dès lors « marxiste-léniniste » pour, en ce nom, dans les années 1960, promulguer des lois « contre la paresse » (1970) et « sur les mérites et démérites », lesquels seront à consigner sur le livret obligatoire pour chaque travailleur.

Sylvie MARECHAL

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

A Talbot-Poissy patronat, gouvernement, centrales syndicales, répètent la pièce qu'ils joueront en 1984 contre tous les travailleurs

L'AFFAIRE Talbot-Poissy est l'image et la répétition générale de ce qui attend une grande partie de la classe ouvrière dans l'année qui s'engage. Les grands groupes industriels vont tenter de maintenir leurs profits en diminuant leurs coûts de production au détriment des travailleurs : en diminuant le nombre de travailleurs qu'ils emploient et en diminuant les salaires de ceux qui travaillent.

Peugeot va très bien. Ça ne l'empêche pas de licencier à Talbot et demain à Peugeot. Citroën voit ses ventes progresser, et on annonce du chômage technique en attendant des licenciements. Renault étend ses ventes jusqu'aux Etats-Unis, mais les travailleurs de Renault vont connaître aussi du chômage technique et des licenciements.

Alors, le même scénario va se renouveler : le gouvernement autorisera les licenciements au moindre coût pour les licencieurs, et s'il intervient dans le conflit, ce sera comme à Poissy par CRS interposés, contre les grévistes évidemment, pas contre les patrons.

Quant aux organisations syndicales, eh bien, on a vu à Poissy que les rôles étaient déjà distribués. La CGT, la principale des organisations ouvrières, a dès le début emboîté le pas au gouvernement. Elle a tenté de tromper les licenciés en affirmant contre l'évidence qu'aucun d'entre eux n'aurait à s'inscrire au chômage. Et aujourd'hui, elle fait tout ce qu'elle peut pour éviter toute réaction des travailleurs.

Pour les travailleurs de Talbot, il était déjà bien difficile d'être solidaires des 2 000 licenciés car cela ne pouvait se faire qu'au prix d'une lutte longue et pénible. La CGT a mis et met encore tout son poids dans la balance pour que ce soit encore plus pénible, en reprenant l'argument de Peugeot et du gouvernement : « Ou c'est 2 000 licenciés, ou c'est 17 000 ». La CGT se fait la propagandiste du P-DG du groupe Peugeot. On est loin du « faire payer les riches » ou du « nationaliser les trusts ».

Un gouvernement au service des travailleurs aurait dit au groupe Peugeot : si vous menacez de fermer Talbot, nous vous exproprions, sans indemnités. Mais non seulement ce gouvernement n'existe pas, mais la CGT n'en est plus à parler de cela.

Sur place, les travailleurs n'ont pu compter que sur une fraction des militants de la CGT, et sur les militants locaux de la CFDT. Mais, bien sûr, le poids de la CGT qui va dans le sens des hésitations, des inquiétudes, de l'angoisse de la grande masse des travailleurs, est tel qu'elle a pu empêcher une réaction de l'ensemble des travailleurs de l'usine.

Voilà ce qui attend, successivement et dans le désordre, les travailleurs de Citroën, de Peugeot, de Renault et des nombreuses entreprises qui travaillent pour l'automobile. Voilà ce qui attend les travailleurs des Charbonnages, de la SNCF et un grand nombre de travailleurs des entreprises publiques. Voilà ce qui attend les quelque 100 000 licenciés à venir dans le courant de l'année. Voilà le scénario qui va se répéter de la part du patronat, du gouvernement et des syndicats.

Si les dirigeants des centrales syndicales avaient réellement été dans le camp des travailleurs, ils auraient, dès l'annonce des accords Peugeot-Talbot, appelé à la grève de tous les travailleurs de l'automobile. Car les travailleurs peuvent se défendre, mais pas les chômeurs. Mais bien sûr, attendre cela, c'est la même chose qu'attendre de ce gouvernement qu'il utilise les CRS pour exproprier les licencieurs et non pour expulser les grévistes.

Tous les travailleurs doivent méditer sur ce qui se passe à Peugeot-Talbot. Nous devons nous dire que nous n'éviterons pas les coups en baissant la tête. Oui, les travailleurs sont encore assez forts pour se défendre, pour faire reculer le patronat et le gouvernement. Mais pour cela il ne faut pas trop compter sur les dirigeants des organisations syndicales.

Arlette LAGUILLER

Voir nos articles page 5.

Sécurité sociale :

N'en jetez plus !

Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, pavoise. Le budget de la Sécurité sociale est équilibré à 200 millions près. L'excédent de 1983 a couvert les déficits des années 1980 à 1982. Les dépenses de santé se sont ralenties, elles ont diminué de 1,5 % pour l'année passée alors qu'elles augmentaient de 7 % par an préalablement. Ainsi les travailleurs en cotisant plus (n'oublions

pas le 1 % supplémentaire que nous devons au gouvernement de gauche), et en se soignant moins, ont bouché les trous de la Sécurité sociale et les rentrées annuelles dépassent maintenant les dépenses, sans que les patrons aient eu à déboursier plus. Merci les travailleurs !

Dans sa rubrique « Indiscrétions », La lettre de l'Expansion du 2 janvier précise : « L'excédent (cinq

milliards) de la Sécurité sociale en 1983 incite le Trésor à refuser de verser à celle-ci plus de trois milliards qu'il lui doit au titre des diverses subventions et des économies réalisées par l'Etat grâce aux mesures d'assainissement prises depuis l'automne 1982 ».

Trois milliards d'économisés par l'Etat qu'il pourra ainsi consacrer... à des subventions aux patrons par exemple.

Etoile montante

« Il n'a pas crevé l'écran, il y a mis le feu. C'est superbe, l'indignation d'un honnête homme » (Le Figaro).

« Un chrétien qui s'ignore, et un homme selon mon cœur » (Madame Soleil).

« Les vérités pleuvaient dru » (Libération).

« Ce n'est plus le chanteur qui s'exprime, c'est la voix de la France » (France-Soir).

Le voilà donc plébiscité de la droite à la gauche (exception faite pour L'Humanité) notre chanteur national, bon pour le service présidentiel.

Verrait-on après les mésaventures de Giscard et Barre, la droite renifler vers les étoiles ? Et la gauche, en prévision d'un homme de rechange pour la rigueur, se mettrait-elle à préfé-

rer la démarche chaloupée du chanteur à la houpette technocratique de Rocard ?

Quant à Montand, il s'est contenté d'opposer un « non » très modeste à toute carrière politique.

Mais depuis qu'on lui a dit qu'il avait la tête politique, il s'est mis à croire qu'il suffit de reconnaître qu'il s'est lourdement trompé dans sa jeunesse pour être certain que ce sont des vérités premières qui lui viennent en son âge mûr.

Même au poker il doit pourtant bien lui arriver d'avoir une guigne persistante. Quant à nous, Montand, petit-bourgeois bien-pensant, ne nous plaît guère plus que stalinien convaincu. C'est le Montand des incertitudes que nous aimions.

Restructuration à la Thomson

DANS
LES ENTREPRISES

Il était jusque-là couramment admis à la Thomson que des réorganisations avaient lieu au moins tous les deux ans, au rythme des changements de directeur. Il fallait bien que chacun montre son originalité. Mais c'était de l'artisanat, à côté de ce qui est en train de se mettre en place actuellement.

Il y a trois restructurations différentes, d'importance certes inégale, mais ayant toutes le même objectif : « le rendement du groupe ».

L'accord avec la CGE, la filialisation des activités de Thomson-Brandt et enfin la restructuration du siège sont les trois axes actuels.

Des réunions par-ci, des décisions dans un sens, des décisions dans un autre... réunions du Comité central d'entreprise tous les quinze jours, des réunions de Comité d'entreprise exceptionnelles... forment le décor de ces restructurations.

L'ensemble des deux groupes Thomson-CGE, qui ont signé récemment un accord, comprend 300 000 personnes. La réorganisation prévue devrait toucher 30 000 personnes, comprenant ceux qui changent de groupe et ceux qui vont se retrouver dans le holding créé par les deux groupes et appelé « Thomson Télécommunications ».

Le directeur Gomez a déclaré : « L'objectif de l'entreprise, c'est d'abord un objectif de rentabilité, c'est un objectif de profit ». « Il faut rappeler que les entreprises nationales sont des sociétés en fait privées à capitaux publics », a-t-il

précisé au journal *La Vie Française* du 7/11/83.

Gomez ne cache pas les buts de toute cette réorganisation : être capable, si un secteur ne rapporte pas assez de profits, de le laisser tomber, comme les responsables Thomson l'ont déjà fait avec Vidéocolor à Ulm en Allemagne. Certes, la structure en filiale existait déjà partiellement à la Brandt. Mais c'est justement cette formule-là, qui leur offre plus de souplesse, qu'ils veulent étendre à tout le groupe.

Les travailleurs, dans cette histoire, craignent d'abord les mutations. Quand on habite la banlieue nord par exemple et que l'on travaille à Gennevilliers ou à Levallois, on n'a pas trop envie d'être muté à Chatou, Issy-les-Moulineaux ou à Bagneux, si ce n'est pas en province. Ils craignent aussi les suppressions d'emplois, même si aujourd'hui, en dehors du téléphone, ce n'est pas à l'ordre du jour. Dernier point, ce sont les pertes de garanties. Car, lors d'une transformation en filiale, si

la direction dit qu'au départ le statut sera le même, elle reconnaît qu'ensuite il pourra évoluer différemment. D'autre part, la possibilité, même aussi limitée qu'elle était, d'être muté quand on le souhaitait d'un centre à un autre risque d'être sérieusement remise en cause.

Cette inquiétude se manifeste surtout par une recherche d'informations. Ainsi, à la division radio-télévision à Gennevilliers, un débrayage pour faire faire le compte-rendu du Comité d'établissement où une réorganisation était à l'ordre du jour a rassemblé plus de 400 personnes (ça ne s'était pas vu depuis longtemps). De même à LMT à Conflans-Sainte-Honorine, où 500 suppressions d'emplois sont programmées.

Dans d'autres secteurs, la direction essaie au con-

traire de rassurer. Il faut savoir que, pour démarrer le holding commun avec CGE, l'Etat doit sortir 699 millions. De plus, avec la filière électronique, des aides substantielles vont arroser certains secteurs.

Ainsi au département radio-téléphone, qui doit devenir filiale, la direction annonce 30 % d'augmentation du chiffre d'affaires pour l'année prochaine. Mais, dans le même temps, elle dit que la part consacrée à la recherche et au développement devrait diminuer sérieusement.

Alors oui, les travailleurs de Thomson ont des raisons d'être inquiets. Gomez a annoncé que, pour lui, il y avait 5 000 emplois de trop à la Thomson et 2 000 à CGE, essentiellement dans le téléphone. Et pour ceux qui penseraient qu'avec la nationalisation des licenciements seraient plus diffi-

ciles à réaliser, il a déclaré à *La Vie Française* : « En ce qui concerne les effectifs, il n'y a aucune instruction de maintien d'effectifs, en tout cas chez Thomson. Il est même expressément écrit et prévu dans le contrat de plan de Thomson, signé par le ministère de l'Industrie et par moi-même, que les effectifs de Thomson sont amenés à se réduire dans les années qui viennent ».

Propos très bien compris par *Le Figaro* qui, dans son numéro du 21/9/83, a fait un éditorial pour saluer le bon « virage » du gouvernement en ajoutant : « Si le gouvernement a pris tant de soin pour souligner que l'accord CGE-Thomson devait aussi prendre en compte l'emploi, c'est qu'il sait bien qu'il faudra, ici et ailleurs, en passer par des réductions d'effectifs ».

Correspondant LO



ECHOS DES ENTREPRISES

Ecrivez gros !

Au service Etranger, il n'y a pas beaucoup de place. Aussi, en nuit D, le problème est de se débarrasser du trafic encombrant. Tant pis s'il s'agit de trafic maritime et si, du coup, le courrier de première catégorie ne passe pas toujours.

Il n'y a qu'à prévenir les usagers qui veulent envoyer leurs lettres rapidement : il faut qu'ils les mettent dans un colis. Et plus il sera gros, plus il partira vite.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière Tri-PLM

Il ne crache pas dans la soupe

Quand on rencontre dans la cour un retraité parti depuis quelque temps, on ne se pose pas de question. On sait qu'il vient voir un copain, arroser le départ d'un autre, ou chercher un papier administratif.

Mais quand c'est un directeur, et qu'on le voit souvent, et que ce n'est pas

pour arroser le départ d'un copain à lui, on se dit qu'il y en a qui ne crachent pas sur le fric. Car des mauvaises langues disent de lui qu'il a des intérêts dans une boîte qui travaille pour la SNIAS, et qu'il vient pour surveiller ses petits capitaux.

Nous, ça nous dégoûte de voir qu'il y en a qui bavent comme ça sur un malheureux retraité qui veut arrondir ses fins de mois !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière de la SNIAS
(Les Mureaux)

EDF-GDF : Attention, dangers !

Dans la droite ligne de l'année dernière, le gouvernement limite à 600 créations d'emplois seulement sur 2 000 demandées pour EDF, et à 40 sur 340 pour GDF.

Le manque d'entretien et de contrôle de réseaux, délaissés depuis des années, va s'accroître. La direction reconnaît que c'est près de 100 000

kilomètres de lignes qui sont à remplacer. Sans parler des milliers de kilomètres de conduites de gaz qui sont de véritables dangers.

En clair, cette politique d'austérité dans l'embauche ne fera qu'accroître les risques pour la population.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière EGF (Paris)

Et pourquoi pas la nuit aussi ?

La semaine dernière, les esprits tortueux de nos directeurs avaient imaginé de demander des volontaires pour venir travailler le vendredi, alors que depuis octobre ils nous imposent le chômage technique.

Mais leur proposition n'a pas rencontré beaucoup de succès dans l'usine.

Et, tant qu'à faire des propositions, nous, on peut leur en faire une : c'est de leur prêter nos bleus de travail...

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière MARREL
(Corbeil)

Pour la fête comme pour la grève

Depuis plusieurs années, les mécaniciens du dépôt étaient en repos pendant au moins l'une des deux fêtes de fin d'année.

Cette année, le 1^{er} de l'an tombe un dimanche et beaucoup de vacanciers rentrent ce jour-là pour travailler le lendemain. C'est à un certain nombre d'élèves mécaniciens qui ont déjà travaillé pour Noël que la direction a demandé de conduire les trains supplémentaires du 1^{er} janvier. Les aléas du calendrier ne justifient pas que l'octroi d'une fête au moins sur les deux soit remis en question.

A la Traction, les chefs n'hésitent pas à « prendre le manche » les jours de grève. Mais les jours de fête, le foie gras et le champagne les empêchent d'aller conduire les trains.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière SNCF
Chambéry

Loi Auroux : s'asseoir dessus

Le texte sur les nouveaux droits des travailleurs a été distribué dans l'usine en même temps que... le nouveau règlement intérieur.

Pour que chacun puisse s'asseoir sur ce qu'il veut ? La direction sur les droits que contiendrait la loi Auroux, et nous sur le règlement intérieur.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière de Thomson-
CSF
Malakoff

Drôle d'oiseau

La statue de cire de Chirac enlevée le 23 décembre au musée Grévin a été retrouvée au zoo de Vincennes, près de la volière aux vautours. Pauvres bêtes ! Aux dernières nouvelles, la Société Protectrice des Animaux envisagerait de porter plainte.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière Renault
Saint-Jean-de-la-Ruelle

Les travailleurs en lutte contre les licenciements

• MARDI 3 JANVIER

Lorsque le mardi 3 janvier, la direction de Talbot a convoqué l'ensemble du personnel à Poissy, cela faisait près de trois semaines que l'usine était arrêtée après l'annonce des licenciements. Ce mardi 3 janvier, l'usine n'a pas redémarré.

C'est au B3 que tout s'est décidé. Le B3 est l'atelier de montage des carrosseries et c'est le secteur où se rassemblent traditionnellement les grévistes. Dès 7 heures du matin, le B3 est bloqué, pratiquement sans incidents. Les fenwickers sont rassemblés par les grévistes. Il y a eu ensuite les prises de parole des différents syndicats. La CFDT appelle à la grève. A 8 heures, le meeting de la CGT qui a lieu au même endroit, mais avec une sono différente, est plutôt houleux. Nora Tréhel, la dirigeante de la CGT, s'en prend à la CFDT, à ces « jusqu'au-boutistes » qui font « le jeu de la direction ». Mais la grande majorité des travailleurs présents, qu'ils soient à la CFDT, à la CGT ou non syndiqués, n'acceptent pas les licenciements, alors Nora Tréhel se fait siffler de partout et c'est sous les huées qu'elle a fini son discours. Et ce n'est pas la proposition du rassemblement l'après-midi devant la mairie de Poissy qui a enthousiasmé et retourné l'assemblée en sa faveur.

Pendant toute la journée, il y a une assemblée permanente au B3. Les agents de maîtrise rôdent autour et vers 17 heures, ils se sont regroupés plus près des grévistes. Le soir, ces derniers ont décidé d'évacuer l'usine.

• MERCREDI 4 JANVIER

La journée du mercredi 4 janvier a été un peu la réédition de la veille mais en beaucoup plus violente aussi bien dans les rapports entre les grévistes et la maîtrise que dans les rapports entre la CFDT et la CGT.

A la prise de parole du matin, Nora Tréhel a été encore plus huée et sifflée et beaucoup de militants ou adhérents CGT étaient montés contre leur direction syndicale.

Le blocage des chaînes du B3 s'est fait avec des heurts quelquefois violents avec la maîtrise : boulons et pièces plus grosses volaient dans l'atelier. La CFDT appelait toujours à la grève, mais elle n'arrivait pas à contrôler l'ardeur des grévistes les plus en colère. Dans la journée, la direction a annoncé qu'elle demandait 3 millions d'indemnités à la CFDT pour la perte de production de la veille. Cela n'a fait ni chaud ni froid parmi les grévistes.

Les responsables CGT locaux mal à l'aise

Les journaux et la télé ont beaucoup parlé des bagarres entre cégétistes et cégétistes à Poissy, le mardi 3 janvier.

Le mardi 3 janvier, la CGT appelait à un rassemblement de « solidarité avec les Talbot ». Il y avait une cinquantaine de personnes de la CFDT et environ 400 de la CGT ; des militants, des délégués venus des usines de la région parisienne et des permanents des unions locales et départementales. Très peu de travailleurs de Talbot puisqu'ils étaient dans l'usine.

A côté de Nora Tréhel, les permanents de la CGT, Akka Ghazi, le secrétaire de la CGT d'Aulnay, et Moktari de Renault-Billancourt.

La CFDT avait amené une camionnette-sono. Un responsable de la CGT prit la parole pour faire un discours « pour la défense de l'emploi et du potentiel industriel à Talbot ». Puis Nora Tréhel prit la parole reprenant les mêmes thèmes, dénonçant le

refus de négocier de la direction de Talbot, appelant à la défense du « potentiel industriel de Talbot » au moment où « la pénétration des voitures étrangères se fait plus forte ».

Quand elle a parlé du droit à la formation pour les travailleurs, la CFDT a scandé : « Non aux licenciements ». Les militants de la CGT présents étaient hostiles à la CFDT mais ne savaient que dire. La CGT trouva la réponse avec l'éternel « Union, action avec la CGT ».

Le service d'ordre de la CGT entoura alors la CFDT et à chaque protestation de la CFDT, il poussait plus fort. Les militants CFDT poussèrent à leur tour et une bousculade s'ensuivit avec quelques coups de poing bien appuyés sur les gros bras de la CGT. Une bombe lacrymogène fut lancée, des journalistes molestés, mais personne ne savait plus qui avait commencé, ni pourquoi.



L'AMBIANCE A RENAULT-FLINS

Tout le monde se sent concerné par les licenciements de Poissy

Beaucoup de camarades, ici, ont soit quelqu'un de leur famille, soit des voisins qui travaillent chez Talbot ou dans les nombreuses boîtes de sous-traitance des Yvelines.

Les licenciements à Poissy, ici, nous touchent de près et pas seulement parce qu'il s'agit de l'automobile, mais parce que le département est une grosse concentration de travailleurs de l'automobile.

Dans les ateliers, on lit les tracts plus que d'habitude, bien qu'ils ne soient pas plus intéressants, et on commente ce qu'on a vu à la télé ou ce qu'on sait par la famille et les copains qui travaillent à Talbot.

Quelques délégués ont organisé des réunions d'infor-

mation. Il y a plus de monde que d'habitude, mais ce qui ressort le plus, et ce que beaucoup de travailleurs ont dans la tête, c'est que bien sûr les patrons font un premier essai à Poissy et qu'il va y avoir des licenciements à Flins aussi. Seulement cha-

cun sent bien que du côté des syndicats, il n'y a pas beaucoup de volonté d'organiser quoi que ce soit de valable. Alors on attend, mais tout en étant bien conscient qu'il faudrait quand même faire quelque chose.

Correspondant LO

Comment faire semblant de faire quelque chose

A Flins (qui est situé tout à côté de Poissy), entre Noël et le 1^{er} janvier, CGT et CFDT étaient en contact pour organiser en commun un débrayage de soutien aux ouvriers de Talbot.

Lundi 2 janvier, sans prévenir personne, la CGT distribue un tract appelant à deux heures de débrayage mardi, sans aucune préparation dans les ateliers, sans aucune réunion

d'atelier, rien.

Dans la journée, la CFDT a appelé au débrayage annoncé par la CGT.

Mardi, il y a eu moins d'une centaine de camarades au débrayage : même pas tous les mandatés syndicaux ! Un bon moyen pour la CGT pour expliquer aux militants qui se posent des questions : « Tu vois, on ne peut rien faire, les gars ne suivent pas ».

Réactions à Citroën-Saint-Ouen

A Citroën Saint-Ouen, depuis l'annonce des licenciements à Talbot, c'est le sujet de discussion. Tous les travailleurs de Citroën français ou immigrés se sentent concernés par ce qui s'y passe.

Il faut dire que les situations sont parallèles. C'est après avoir instauré un chômage technique chronique que Talbot a licencié. A Citroën, depuis octobre, nous chômons toutes les semaines. Pour le 1^{er} trimestre 1984, cela empire : de 16 à 21 jours de chômage prévus pour trois mois.

Il y a déjà plusieurs mois que la direction a annoncé qu'il y avait un sureffectif en région parisienne (Levallois, Clichy, Nanterre principalement). De très nombreux travailleurs disent : si ça marche

à Talbot, après, c'est nous.

En 1982, les travailleurs de Citroën se sont donné des syndicats, des délégués. Ils ont découvert la force de l'organisation. Aujourd'hui, ceux de Talbot font l'expérience de ce que sont vraiment les directions syndicales. Et ça en discute aussi à Citroën : « La CGT, qu'est-ce qu'elle fait ? » ; « Elle trahit les ouvriers », ou encore : « La CGT, c'est fini, elle est avec le gouvernement ».

Pour ce qui est du gouvernement, beaucoup de travailleurs, surtout français, citent la parole d'un Algérien de Talbot à la télé : « Le vendredi, Mauroy dit qu'il est l'ami des travailleurs, le samedi, il nous fout à la porte ».

Et les discussions vont bon train sur les mesures

« d'accompagnement » proposées par le gouvernement : « 2 millions pour acheter un camion, ouais ! Et après, on pisse dedans pour le faire avancer ? » ; « La formation ? nous, on ne sait même pas écrire le français et, de toute façon, après, on va être des chômeurs formés, c'est tout » ; « Repartir au pays ? mes enfants ont été élevés ici. Ils ne connaissent pas l'arabe, et moi je suis un étranger là-bas » ; « Deux millions à un patron pour qu'il nous embauche ? Qui va embaucher des gars comme nous ? Ils feraient mieux de nous les donner, les millions ». En général : « Le gouvernement se moque de nous ». Les travailleurs français aussi sentent la menace du chômage et ne se font pas d'illusions sur la formation.

Le prix de la présence française au Moyen-Orient ?

Les coups de téléphone n'ont pas manqué pour revendiquer les attentats de la nuit de la Saint-Sylvestre, qui ont fait 5 morts et de nombreux blessés, à Marseille et dans une rame du TGV. La presse a parlé notamment d'un mouvement d'extrême-droite, puis de l'ASALA (l'organisation arménienne ayant revendiqué l'attentat d'Orly), d'Action Directe, pour finir par l'inévitable Carlos auquel serait liée l'OLAA (l'Organisation de la lutte armée arabe), dernière en date à avoir revendiqué les attentats.

C'est la signature de l'OLAA qui est présentée par la presse comme « la moins fantaisiste ». Il faut dire que

les journaux ne s'étaient pas embarrassés pour titrer, avant même la publication du communiqué de cette organisation, sur les « bons vœux de Khomeiny » ou sur les « terroristes islamiques »...

Bien sûr, il est vrai que ces bombes ont pu tout à fait être posées par ce type d'organisation : « *Nous vengeons nos martyrs et nos victimes des raids de l'aviation française contre nos foyers le jeudi 17 novembre 1983* », a d'ailleurs précisé le communiqué de l'OLAA à l'AFP.

Eh oui. Le gouvernement français a envoyé au Liban troupes, blindés et Super-Entendard pour bombarder des

populations tout aussi innocentes que les passagers du TGV ou les voyageurs de la gare Saint-Charles à Marseille. Et il continue, par sa présence armée aux côtés des banquiers libanais, à se situer clairement dans un camp contre un autre, contre la population pauvre du Liban. De même qu'il choisit clairement son camp en fournissant des armes à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran.

Et, en fait, c'est en pleine connaissance de cause que

le gouvernement français s'expose — et expose du même coup la population — à ce que des organisations iraniennes ou libanaises cherchent à faire pression sur lui, en frappant, ici même, sur le territoire français.

Bien sûr, ces attentats aveugles sont particulièrement odieux, quelle qu'en soit l'origine. Et, à supposer qu'il s'agisse effectivement d'attentats d'une organisation terroriste arabe, le moins qu'on puisse dire est que

cette organisation ne cherche en aucune manière à ce que la population française sympathise avec sa cause et se désolidarise du gouvernement français.

Mais que l'Etat français, lui, ne fasse pas l'innocent. Car si ce sont peut-être bien des terroristes arabes qui sont venus poser des bombes à Marseille, c'est son terrorisme d'Etat au Liban qui est le premier responsable de cette situation.

F.F.



EN BREF

Sauce poulet

Les gardiens de la paix et les inspecteurs de police seraient surchargés de tâches indues. C'est ce que révèle une enquête menée par l'Inspection générale de l'administration, qui a constaté qu'il y a vraiment de l'abus. En effet, nos nobles pandores servent souvent d'huissiers, voire

même de cuisiniers, ou encore de nounous pour les enfants de quelques hauts dignitaires.

Les poulets à la cuisine, c'est une idée. Quant au maintien de l'ordre au sein des nurseries du 16^e, il devrait être réservé aux spécialistes de la bavure !

Exodus

En posant le pied sur le sol d'Israël, Giscard d'Estaing a déclaré : « *Je regrette de ne pas être venu ici pendant mon mandat* ».

Qu'à cela ne tienne, Monsieur l'ex-président ! Pourquoi, aujourd'hui de tels regrets ? Les choses ont en effet

changé, en deux ans : « *Maintenant, je suis un homme libre* », a dit Giscard à propos des avions renifleurs. Libre d'aller ramasser des voix de tous les côtés où il a pu les perdre pendant son septennat. Et la récolte du côté de la « terre promise » peut, qui sait, toujours rapporter quelque chose.

Hernu réveillonne en famille

« *Le peuple français sait ce que vous faites et vous adresse ses plus vifs remerciements* », a déclaré Hernu aux légionnaires français stationnés à Biltine, au Tchad, au milieu desquels il a passé le réveillon du nouvel an.

Le va-t-en-guerre professionnel du gouvernement socialiste a passé Noël au Liban, le nouvel an au Tchad. A Pâques, sur quel nouveau front ira-t-il chanter *Tiens, voilà du boudin* ?



Le pneu est mort

Le ministère des PTT envisage de supprimer le service pneumatique. Il justifie cette mesure par la diminution du nombre des pneumatiques. Il y avait 2,7 millions de plis en 1973, contre seulement 648 000 en 1982. Cette diminution est due au fait que les entreprises n'utilisent pratiquement plus ce service. Des moyens plus modernes sont progressivement mis en place. Les services de télécopie, c'est-à-dire de transmission immédiate d'un document entre deux bureaux de poste, et de postadex, c'est-à-dire la remise d'un pli le jour même s'il est déposé avant 16 h 30 dans un bureau central, remplaceront le service pneumatique. Il paraît que, déjà aujourd'hui, le pneumatique serait concurrencé par ces nouveaux services. Les entreprises y trouveront peut-être leur compte et des tarifs intéressants. Mais pour le particulier le pneu coûtait 14,70 F, quand le prix du postadex est de 60 F !

Dis-moi à quoi tu joues, je saurai qui tu es

Le *Canard enchaîné* cite la publicité d'un magazine de jeux électroniques : « *Communistes mutants. Une immense armée de communistes révolutionnaires venue de l'espace tente d'envahir notre pays. Ils sont tenaces et sans pitié et se reproduisent à grande vitesse. Repoussez-les avec votre*

canon ».

Tous les jeux électroniques ne développent pas forcément l'intelligence, on le savait déjà.

Mais pas besoin de la grosse artillerie pour les descendre en flammes. Le pouvoir autodestructeur de certains a l'air considérable.

Le scandale des logements inoccupés à Paris

Les logements inoccupés à Paris seraient 110 000 selon l'INSEE (presque 9 % du parc immobilier), et 200 000 selon la revue *Que Choisir* ? Et cela alors que près d'un demi-million de personnes cherchent en vain à y louer un appartement. Ce n'est donc pas la pénurie de logements qui provoque la crise du logement.

Ceux qui se penchent sur le problème, journalistes ou professionnels de l'immobilier, dénoncent pêle-mêle : les loyers ridiculement bas, qui incitent le propriétaire à ne pas louer en attendant la libération du loyer qui, avec la loi Quillot, intervient alors automatiquement au bout de 18 mois pour tout logement vide ; les locataires mauvais payeurs qu'il est ensuite impossible de faire expulser ; les résidences secondaires (4 % des appartements parisiens) ; les reprises et les dessous de table aux

agents immobiliers. Toutes ces raisons jouent, bien sûr. Et c'est un fait que les propriétaires demandent de plus en plus cher de location.

Mais ils demandent aussi de plus en plus de garanties à leurs locataires. Ils ne cherchent pas seulement des gens qui ont de l'argent dans l'immédiat, mais aussi des gens qui en auront, et peuvent le prouver. Or, dans cette période de crise, il est bien difficile de garantir la stabilité de ses ressources. Alors, il est de plus en plus difficile de trouver à se loger, pour les chômeurs, les petits salaires, les travailleurs en intérim ou en contrat temporaire.

On en arrive donc à cette ineptie que, plus il y a de gens mal logés ou pas logés, plus il y a de logements vides.

Alors, à quand l'organisation pour les réquisitions ?

Vincent GELAS

Si les prix augmentent de 1 % en janvier, de combien auront-ils augmenté en décembre 1984 ?



Delors : en avant pour les hausses.

Le dernier Conseil des ministres a été consacré à l'inflation. Le gouvernement a demandé à « l'ensemble des agents économiques » pour 1984 de limiter les évolutions à 5 % annuels.

En ce moment les industriels défilent au ministère des Finances et 65 engagements de modération des prix auraient déjà été signés concernant de nombreuses branches prévoyant des augmentations inférieures à 5 % en deux temps.

Le Figaro, ami de ces industriels qui « s'engageaient » vis-à-vis du gouvernement, commente ainsi : « Il n'y a pas plus de chances de voir atteint en 1984 l'objectif d'une hausse des prix de 5 %



qu'il y en avait de gagner le pari d'une inflation à 8 %. Rappelons que la hausse du coût de la vie sera de l'ordre de 9,4 % pour l'année dernière et que, selon l'OCDE, elle atteindra 7,25 % cette année ». En la matière on peut faire confiance au pronostic du journal d'Her-

sant. Cela a d'ailleurs bien débuté. La hausse des prix de janvier se situerait entre 0,8 % et 1 % selon La lettre de l'Expansion, qui ajoute que le ministère de l'Economie « se bat sur

chaque dixième de point », histoire sans doute d'empêcher l'indice de refléter que l'actualité est à la hausse. Selon la même Lettre du 2 janvier : la taxe sur le tabac sera retardée de 10 à 15 jours en janvier. « De même, la direction de la SNCF s'est vu interdire l'augmentation des tarifs voyageurs en janvier... ce sera pour avril ». « Pour le gaz et l'électricité, ce sera pour février » et « la revalorisation des prestations familiales promise pour janvier aura lieu, mais dans la deuxième quinzaine et à

un taux plus faible que prévu ». On voit donc à quelle gymnastique on se livre côté gouvernemental et côté patronal. Tout ceci n'est d'ailleurs qu'une préparation, une mise en condition, destinée à justifier le blocage des salaires. Et il est plus facile de rendre effectif ce dernier que le blocage des prix (pas besoin d'une armée de contrôleurs). Il suffit que patrons et gouvernement décident si toutefois les travailleurs veulent bien l'avaler sans se rebiffer.

L.G.

L'AFFAIRE DES AVIONS RENIFLEURS

Des gogos mouillés ou arrosés ?

Maintenant que les avions renifleurs étalent au grand jour tous leurs secrets, tout le monde ne semble plus souhaiter qu'une chose : qu'ils se fassent oublier très vite. La droite s'indigne et Barre crie à « l'irresponsabilité » dont le gouvernement ferait preuve en portant l'affaire sur la place publique. Et Mitterrand lui-même ne serait qu'à moitié content du tour que prennent les choses, tour qui risquerait, dirait-il, de jeter le discrédit aux yeux de l'étranger sur cette grande entreprise nationale qu'est la société Elf-Aquitaine.

Pourtant les faits sont là. Ils sont gros, si l'on en croit le rapport de la Cour des comptes, terminé en janvier 1981 par François Gicquel, et publié aujourd'hui. Ces faits relatés en détail impliquent des gens haut placés qui font si bien figure de gogos qu'on ne peut pas ne pas se demander s'ils n'ont pas joué leur rôle volontairement. Comme Pierre Guillaumat lui-même, par exemple, ancien P-DG d'Elf-Erap qui se lança tête baissée en 1976 dans l'affaire de ces avions renifleurs et avoue : « Maintenant que le rapport a été publié, je souhaite assurer toutes mes responsabilités... ». Même s'il n'est pas seul en cause, il peut quand même difficilement faire autrement, vu le contenu du rapport en question, contenu devant lequel Le Figaro est amené à reconnaître, du bout des lèvres, certes, que « M. Guillaumat a peut-être fait preuve d'une excessive crédulité » ! Quoi qu'il en soit, crédulité, arnaque organisée, complicités nombreuses et ramifiées impliquant des responsables d'Elf, les milieux gouvernementaux de l'époque, les partis politiques en place (il a été évoqué en passant que

des miettes des millions dilapidés seraient tombées dans l'escarcelle de l'UDF), les milieux bancaires de France, de Suisse et jusqu'au Vatican, puisque la banque Ambrosiano aurait paraît-il elle aussi tâté du magot, le fait reste que deux professeurs Tournesol doués d'un talent peu commun de charlatans et d'aigrefins ont mené en bateau (pardon, en avion) pendant trois ans hauts fonctionnaires et dirigeants de l'Etat, tous mouillés sinon arrosés !

LE CONTENU DU FAMEUX RAPPORT

Des preuves de cette trop belle « crédulité » dont parle Guillaumat, le rapport en est plein.

A propos des deux prétendus inventeurs d'abord. Le comte Alain de Villegas et son compère Aldo Bonassoli, vis-à-vis desquels les responsables d'Elf-Aquitaine ont dû avoir le coup de foudre pour ne même pas, comme le souligne le rapport, mener « enquête sur leur personnalité et leur passé scientifique »... ce qui n'a pourtant pris que 48 heures à l'équipe du Canard enchaîné

qui n'a trouvé dans aucune bibliothèque scientifique, revue spécialisée, banque de données internationale, française, américaine ou autre, la moindre trace de ces lumières du reniflage.

La société panaméenne Fisalma ensuite, avec laquelle entre autres se traitait le côté financier de l'affaire et en particulier avec laquelle fut signé le premier accord de 1976 donnant « l'exclusivité d'emploi des procédés Delta et Omega (les inventions de prospection révolutionnaire des deux escrocs) pendant un an », accord qui s'est traduit par le versement de 200 millions de francs suisses sans aucune clause de sauvegarde ! Ce n'est qu'après la mystification reconnue, en mai 1979, que l'on s'est aperçu que la Fisalma en question ne représentait personne d'autre que Villegas et n'avait jamais eu d'autre actionnaire que lui-même. Bref, la Fisalma était une société bidon !

Le secret des procédés cachés jalousement par les « inventeurs », le refus de faire appel à des scientifiques compétents aptes à vérifier la validité de leurs procédés, les échecs successifs des forages entrepris à grands frais, rien n'a empêché Elf de s'engager plus avant, avec la bénédiction des autorités. Et un nouvel accord était ainsi signé en juin 1978 qui se soldait par un premier versement inconditionnel, c'est-à-dire quels que soient

les résultats des prospections, de 250 millions de francs suisses ! Et « pour couvrir l'ensemble des engagements financiers pris par Erap vis-à-vis de Fisalma (...), le groupe Elf-Aquitaine devait contracter un emprunt de 200 millions de dollars, à dix ans, auprès de l'Union des banques suisses auquel l'Etat français accorderait sa garantie ». Après autorisation du directeur du Trésor, l'accord était signé en présence de Chalandon, Antoine Pinay, l'avocat Violet et « diverses autres personnalités (ecclésiastiques, notamment) » raconte le rapport. Une démonstration scientifique appuyait même la séance... mais « il n'y avait aucun homme de science dans l'assistance » ! Et ce n'est qu'en février 1979 qu'on faisait appel à un vrai scientifique, Jules Horowitz, délégué à la Recherche fondamentale du Commissariat à l'énergie atomique, qui, trois mois plus tard, à Rueil, lors d'une très banale expérience, révélait l'énorme supercherie menée depuis le début aux frais d'Elf et des deniers publics.

La Fisalma remboursait alors les 250 millions de francs suisses versés en 1978 et tout le monde se dispersait dans la nature. Mais, souligne le rapport, « aucune référence n'est faite au premier accord de 1976 et aux 200 millions de francs suisses versés par Erap à Fisalma », somme définitive-

ment perdue. Au total, « les pertes financières directes subies par le groupe Elf-Aquitaine atteignent un chiffre compris entre 740 et 790 millions de francs répartis sur quatre années, soit de l'ordre d'un milliard de francs de 1980 ».

Alors d'accord, il y en a qui ont peut-être été très crédules dans cette affaire. Mais il n'y a pas que deux escrocs d'un côté et des crédules de l'autre. Les irrégularités multiples, le fait qu'y compris le Conseil d'administration d'Erap n'ait pas été informé, les montages financiers d'une complexité inextricable permettant d'escamoter des millions dans les tiroirs de sociétés bidon, l'absence de toute procédure normale de contrôle de la part du Trésor, du directeur du Budget, des ministères concernés alors que les sommes engagées étaient considérables, relèvent d'autre chose que de la crédulité. Tout comme les autorisations en chaîne pour signer des accords qui coûtaient des centaines de millions, données par le Premier ministre, avec la caution du président de la République. Quant au prétendu secret d'Etat qu'il fallait préserver et qui expliquerait tout, allons donc ! Il n'empêchait pas que le roi du Maroc, le président de la République gabonaise, Bongo, et quelques autres hautes personnalités étrangères soient au courant.

Lucienne PLAIN

PARIS-DAKAR

Les 12 000 km du fric et du gaspillage en pays de famine et de misère

Ils sont tous là, ils sont partis... Les 437 véhicules — autos, motos et camions — et les 1 000 concurrents ont pris le départ, le 1^{er} janvier, du maintenant fameux rallye Paris-Dakar. On y trouve des amateurs en quête de sensations fortes, des vedettes du cinéma, une speakerine, un astronaute, des mannequins, un célèbre restaurateur, et même des coureurs automobiles ou motocyclistes.

« C'est une super-production en scoop et multi-pieds de nez », a déclaré, très fier de lui, Thierry Sabine, l'organisateur de ce coup publicitaire réussi. « Aujourd'hui, pour vivre mon aventure, j'ai besoin aussi de relations publiques et de marketing ». Marketing ! En effet, tout le monde s'accorde à consacrer beaucoup de place à la publicité, aux différents budgets, aux divers sponsors et aux mille et une manières de faire parler d'eux. L'exploit, c'est peut-être de laisser un centimètre carré vierge d'étiquettes publicitaires sur sa voiture ou sur sa combinaison. Car la publicité est même devenue obligatoire : les concurrents doivent mettre de la publicité sur leur véhicule, s'ils veulent profiter des tarifs réduits pour la traversée de la Méditerranée.

La quasi-totalité des concurrents, vu l'investissement énorme exigé pour participer à une telle épreuve (100 000 à 200 000 F au minimum), sont sponsorisés ou pris en charge par les constructeurs. Et là, les sommes mises en jeu sont nettement plus importantes. Honda aurait investi 3,5 millions de francs, Yamaha 2,5 millions de francs et BMW 2,2 millions de francs. L'écurie Porsche prévoit de dépenser 5 millions et Range Rover 3,8 millions. L'écurie Lada-VSD-Pastis 51, avec Jabouille et Sardou comme hommes-sandwichs, possède 4 véhicules de course, 3 véhicules et 10 personnes pour l'assistance technique, et un avion. On estime à plus de 10 milliards de centimes les sommes investies par les écuries, quoique les sommes annoncées par les constructeurs soient sans doute

sous-estimées.

Mais qu'est-ce que ça peut faire, quelques millions de plus, si on parle de la voiture et des sponsors associés ! Mieux vaut, bien sûr, qu'on parle de la marque, en étant en tête de la course. Mais les accidents spectaculaires, les pannes rocambolesques et les recherches désespérées dans le désert ont aussi leur intérêt publicitaire. Même les morts — et il y en a eu ces der-

parcours. Mais cette dérisoire aumône apparaît elle-même bien choquante. Car ces pays du Sahel dont les populations meurent de faim, faute de disposer, entre autres, de simples pompes à eau sur des champs arides, vont être traversés à 100 km à l'heure par une caravane de 2 000 personnes, avec avions, hélicoptères, chaînes de télévisions et journalistes en pagaille, des centaines de tonnes



Au départ du rallye 1984, le pilote Jabouille et son équipier Michel Sardou

nières années, parmi les concurrents et les spectateurs — n'arrêtent pas les spécialistes en marketing.

Bien des gens ont été choqués de ce Paris-Dakar qui apparaît comme un immense gaspillage, avec un matériel, des moyens ahurissants, qui défilent frénétiquement devant des populations misérables. Mais les organisateurs comme les participants du rallye ont vite apaisé leur conscience. « Faux débat », entend-on sur le rallye », rapporte le journal *Le Monde*, « l'Afrique n'a pas les mêmes besoins que l'Europe » ! Cette année, il est vrai, 6 tonnes de nourriture sont distribuées sur le

de nourriture et de matériel d'assistance en veux-tu en voilà.

Et pour cette énorme entreprise à fric, il s'est même trouvé des médecins bénévoles ; oui, les médecins de l'association Cap 480. En 1983, l'hélicoptère mis à leur disposition par l'organisation a effectué 102 heures de vol, soit une dépense de 400 000 francs, qui ont été, en partie, remboursés par SOS-Assistance.

Ah ! La belle fraternité ! Mais il n'y a pas de SOS-Assistance pour les pauvres mourant de faim et de maladie qui, il est vrai, ne seront pas du spectacle.

Bertrand GORDES



Vendredi prochain
13 janvier 1984

REUNION DU CERCLE LEON TROTSKY

« L'impérialisme
américain
et l'Amérique
latine »

Elle aura lieu le vendredi 13 janvier 1984 à 20 h 30, dans la grande salle de la Mutualité, 24 rue Saint-Victor, à Paris 5^e, métro Maubert-Mutualité (participation aux frais : 10 F)

Au sommaire du dernier numéro du mensuel LUTTE DE CLASSE :

— Les euromissiles :

L'assurance que l'Europe ne restera pas hors du coup d'une guerre USA-URSS.

— Rouge-Lutte Ouvrière :

Deux points de vue différents sur la présence des ministres PCF au gouvernement.

— Et en annexe :

Les textes adoptés lors du récent congrès de Lutte Ouvrière, écrits au début novembre 1983 et présentant l'analyse faite par Lutte Ouvrière sur la situation internationale, d'une part, et sur

la situation intérieure, d'autre part :

— La crise,
— Les rapports Est-Ouest,

— L'URSS et l'Europe de l'Est,

— Le Moyen-Orient,
— L'Afrique,
— L'Amérique centrale,

— L'Amérique du Sud,
— Le mouvement trotskyste,

— La situation intérieure.

En vente auprès de nos militants : 6 Francs, ou en écrivant à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cédex 18.

« Boom » sur le chômage

En Allemagne fédérale, le nombre moyen des demandeurs d'emploi s'est élevé à un niveau sans précédent en 1983 : 2,2 millions contre 1,8 en 1982 ; ce qui correspond à une progression de 23 % en un an. Evolution confirmée par les chiffres des deux derniers mois de l'année. En décembre étaient enregistrés 150 000 chômeurs de plus qu'en novembre 1983, soit une progression de 7 % en un seul mois.

En Allemagne, voilà un an seulement que le chancelier démocrate-chrétien Kolh a annoncé que pour relancer l'emploi, il fallait d'abord accorder la priorité à la lutte contre l'inflation, et redonner du tonus aux entreprises.

Kolh, grâce à un véritable programme d'austérité, a tenu une partie de ses promesses, les profits sont en hausse : selon la Bundesbank, ils auraient augmenté de 14 % au cours du 1^{er} semestre 1983,

cela grâce à un programme d'aide aux entreprises et une fiscalité allégée à leur égard.

Par contre le gouvernement s'est livré à une véritable chasse aux économies dans les dépenses publiques qui s'est traduite par une réduction du budget social, notamment les allocations chômage ont été réduites et les salaires de la Fonction publique bloqués, ce qui s'est traduit par une perte sèche de 6 % en deux ans pour les fonctionnaires. Parallèlement dans le privé, les syndicats acceptaient dans l'ensemble des branches que les salaires ne suivent pas l'inflation.

Voilà donc la « reprise allemande ». Les entreprises continuent à faire des profits mais le gouvernement s'en prend au niveau de vie des travailleurs, par le gel des salaires, par la réduction accrue des dépenses sociales et publiques, tout comme en France.

C.B.

ETATS-UNIS

Record de faillites bancaires

Le nombre de faillites bancaires américaines a été en 1983 le plus élevé depuis 1939. Selon l'Institut fédéral d'assurance des dépôts bancaires qui garantit les dépôts effectués auprès de 14 800 banques des Etats-Unis, cette augmentation est due essentiellement aux conséquences de la récession et des importantes variations de taux d'intérêt. 48 faillites ont été enregistrées en 1983 contre 42 en 1982.

D'après un autre institut de contrôle fédéral le nombre des

faillites des caisses d'épargne a baissé l'an dernier. Il n'y aurait eu que 33 interventions du gouvernement contre 47 en 1982.

Voilà qui limite tout de même singulièrement la portée de tous les discours annonçant la fin de la crise aux Etats-Unis. Les faillites bancaires continuent. Mais c'est peut-être cela aussi la « reprise », les grosses banques qui avalent les petites !

C.B.

DANS

LES ENTREPRISES

THOMSON-VÉLIZY

Mesquinerie et bêtise

De nombreuses entreprises accordent une sortie anticipée sans perte de salaire la veille de fêtes comme Noël ou le Jour de l'An. A la Thomson-Vélizy, nous n'en avons pas eu pour Noël : sans doute pouvait-on penser que la direction préférerait accorder une sortie anticipée qui vaille la peine pour le Jour de l'An plutôt que deux petites à huit jours d'intervalle. C'est en effet ce qu'elle a fait ! Jeudi 29, une note de service annonçait le cadeau : vendredi 30, nous sortirions... 6 minutes plus tôt. Deux fois 3 minutes aurait fait mesquin, mais 6 minutes, là, ça valait vraiment la peine, on a eu le temps de faire nos courses !

Pour annoncer une pareille boutade, la direction se devait de donner les raisons de sa générosité. En 1983, nous devions passer de 39 heures hebdomadaires à 38 h 30 ; en

fait, nous sommes restés à 39 h et la direction a remplacé cela par 3 jours de congés payés pour faire les 3 ponts de l'année. Mais comme elle sait se servir d'une calculatrice, elle a tout de suite vu que cela ne faisait pas le compte et qu'il nous manquait 6 minutes !

Ce qui est bête pour la direction de la Thomson-Vélizy, c'est qu'au moment où elle affichait sa note de service sur la sortie anticipée, le chef du personnel de la Thomson-Courbeville faisait lui aussi une note de service sur le même sujet, après avoir fait le même calcul... mais en n'arrivant pas du tout aux mêmes conclusions : lui, il trouvait un reliquat de 2 h 36 et annonçait une sortie anticipée d'autant le vendredi 30.

Il faut croire qu'à Vélizy, nous avons la direction la plus « fayot » des Thomson.

Correspondant local

L'ARMÉE ISRAËLIENNE BOMBARDE A BAALBECK

Les calculs des dirigeants sionistes



L'attaque israélienne sur les environs de Baalbeck a fait 100 morts et 400 blessés. Le raid meurtrier des avions de combat volant à basse altitude et bombardant pendant près d'une heure plusieurs villages, prenant pour cible un hôtel, une station service, un poste de gendarmerie, une cité populaire est présenté par Israël comme la destruction de « bases terroristes liées à l'Iran » responsables, toujours selon Jérusalem, entre autres de l'attentat contre le quartier général des forces armées israéliennes de Saïda au Sud-Liban, deux mois auparavant.

Mais outre que depuis l'attentat de Saïda et immédiatement après, il y avait eu des raids de l'aviation israélienne, il semble bien que les dernières exactions israéliennes ne tiennent pas que de la logique du coup pour coup habituelle aux chefs de l'Etat sioniste.

Depuis Saïda, le 4 novembre dernier, il y a eu en permanence des attentats et des coups contre l'armée d'occupation israélienne au Sud-Liban. Mais les représailles n'avaient pas attendu comme l'atteste la fermeture de mosquées et la réutilisation du camp d'El Ansar en rapport avec les nombreuses arrestations.

Même sur un aussi petit territoire que le Sud-Liban, l'armée israélienne a du mal à maintenir son ordre. Ce qui n'est pas pour arranger les affaires des dirigeants israéliens qui depuis le début de la guerre du Liban ont du mal à faire admettre à une fraction importante de la population, l'utilité de cette aventure militaire. Pour les dirigeants

israéliens, il n'est pas moins dommageable, sinon plus, que pour les dirigeants américains ou français d'avoir l'air de prendre des coups sans les rendre. D'autant plus que leur situation intérieure se dégrade, que le mécontentement se fait entendre, que même les grèves se multiplient, contre la politique d'austérité dont la guerre du Liban est en partie responsable. Alors des succès militaires, même à vaincre sans péril, sont bienvenus pour les dirigeants israéliens.

Et puis, il y a aussi une tentative de négociation à la fois entre Gemayel, les représentants druzes et les représentants chiites d'une part, entre la Syrie et les Etats-Unis d'autre part, à laquelle la

pression militaire israélienne peut contribuer à sa façon. Une façon comme une autre de montrer qu'il faut tenir compte de l'Etat sioniste. Sans compter que les dirigeants israéliens peuvent bien avoir fait le calcul d'affaiblir au maximum des ennemis, avant même qu'un nouveau cessez-le-feu, même précaire, soit intervenu, car une intervention extérieure passerait aux yeux de l'opinion publique, même israélienne, pour encore plus injustifiable.

A Baalbeck, l'armée israélienne a tué, mutilé, détruit, par crainte d'être en plus mauvaise position pour le faire demain.

L.G.



GOUVERNEMENT ET POUR QUE LES PRIX DIS

Comment est calculé l'indice des prix officiel ?

L'Institut national de la statistique, l'INSEE, calcule tous les mois un indice qui, très officiellement, sert à mesurer la hausse des prix. Alors, tous les mois, on parle de la hausse du coût de la vie et de l'écart entre les prix et les salaires.

Il est évident que, dans cette société en crise où l'inflation fait grimper les prix sans cesse, pouvoir mesurer ou du moins avoir une échelle de grandeur du phénomène est fort utile ! Mais qu'est-ce au juste cet indice qui sert partout de référence ?

Le fait que ce soit un organisme qui dépend du gouvernement qui le calcule ne rend pas cette référence très fiable ! Le gouvernement a bien trop intérêt à trouver un taux d'inflation bas pour ne pas essayer de manipuler l'indice ou de ne pas présenter les choses à son avantage... Alors, il y a les petites et les grandes combines. Il y a une certaine façon de faire les calculs et de le justifier. Les syndicalistes CGT et CFDT de l'INSEE ont dénoncé en 1974 bon nombre de ces combines dans un texte intitulé : *L'indice des prix est-il truqué ?* Pour la CGT, c'est une évidence, et la centrale ouvrière préfère calculer son propre indice à partir de ses propres relevés de prix. Elle exige d'ailleurs que l'on tienne compte de son indice à elle dans les négociations salariales.

Quelles sont ces combines ?

Citons d'abord que l'indice INSEE n'est pas strictement un indice mensuel. L'INSEE fait le choix de répartir sur 12 mois les variations brutales de prix des produits frais, essentiellement des fruits et légumes. L'indice INSEE ne peut donc refléter les variations mensuelles. Et pourtant, ce sont bien plutôt ces hausses mensuelles (et même des hausses quotidiennes) que subissent les consommateurs ! La CGT ne « lisse » pas ces variations sur 12 mois, ce qui peut avoir comme conséquences une répercussion plus rapide de ces hausses sur l'indice.

Ce « lissage » pourtant ne peut suffire à expliquer la différence des indices INSEE et CGT. Car sinon, sur un an, on devrait alors retrouver à peu près la même valeur, ce qui n'est pas le cas !

Un certain nombre de dépenses ne sont pas considérées par l'INSEE comme des produits ou des services de consommation, comme par exemple : les assurances, les prêts, les cotisations sociales, les impôts, les intérêts pour les achats à crédit, les achats de logements. Pour l'INSEE, il s'agit d'investissements, au sens de la comptabilité nationale... Ce qui est évidemment tout différent pour un simple consommateur. La CGT suit le même raisonnement, mais estime quand même que les primes d'assurances, quand elles sont obligatoires (pour l'automobile et pour le logement), ne peuvent être mises hors du champ. (Et on sait que ces primes d'assurances ont augmenté, pour certaines, de 23 % en 12 mois). Il en est de même des 20 F de forfait hospitalier, institué depuis le début de l'année, qui ne rentre pas en ligne de compte pour l'INSEE. Serait-ce aussi un investissement ?

Outre ces deux derniers exemples, un autre fait explique la différence de valeur entre les deux indices : l'attitude des deux organismes quand un produit, nouveau et plus cher, est mis sur le marché et remplace un produit dont les enquêteurs relevaient jusqu'alors le prix chaque mois. L'INSEE justifie l'augmentation du prix au nom de l'amélioration de la qualité qui, elle, n'entre pas, le plus souvent, dans le calcul de l'indice, le consommateur n'ayant qu'à continuer d'utiliser l'ancien produit. Pour la CGT, il faut répercuter la hausse : les nouveaux produits sont le plus souvent imposés, et l'augmentation de qualité vantée par le producteur est, somme toute, bien relative. Par exemple : une marque de lessive, pour un même usage, augmentée de 5 F... parce que maintenant elle lave « plus blanc ». Pour l'INSEE, et contrairement à la CGT, il n'y a pas d'augmentation de prix. Le consommateur, s'il ne veut pas payer plus cher, n'a qu'à acheter la lessive ancienne, celle qui lave gris.



Indice INSEE ou CGT, les salaires prennent du retard

Quelle que soit la valeur de ces indices — et l'indice gouvernemental est pour le moins sujet à caution — le gouvernement et le patronat ont de toute façon décidé de supprimer toute clause d'indexation des salaires (excepté le SMIC). Ils ont décidé, début 1983, que les salaires ne devaient pas dépasser 8 % d'augmentation, quelle que soit la hausse réelle des prix constatée en fin d'année.

L'Etat-patron a fait essayer les plâtres aux salariés de la fonction publique : en 1982, les salaires y ont pris un retard de 1,6 %, déclarait Anicet Le Pors, le ministre de tutelle. Et fin 1983, Jacques Delors a reconnu que l'ensemble de la classe ouvrière avait vu son revenu baisser par

rapport à la hausse des prix.

Pour cette année, c'est le même scénario : la hausse des salaires ne devra pas dépasser les 5 %. Et cette fois-ci, même les augmentations liées à l'ancienneté, les primes, les rallonges individuelles seront comptées dans ces hausses de salaires. Les pourcentages seront échelonnés dans l'année 1984, ou peut-être même au-delà, comme cela est déjà pratiqué dans la fonction publique. L'Union des patrons de la métallurgie a précisé que les premiers 2 % ne seraient distribués qu'en juillet 1984.

Delors se vante aujourd'hui d'avoir fait baisser le pouvoir d'achat de la classe ouvrière en ayant bloqué les salaires à 8 %. Il veut renouveler l'opération pour 1984.

LES VARIATIONS DES INDICES INSEE ET CGT DEPUIS NOVEMBRE 1982

	Indice CGT % variation	Indice INSEE % variation
Novembre 82	+ 1,2	+ 1
Décembre 82	+ 0,5	+ 0,9
Janvier 83	+ 1,1	+ 0,9
Février 83	+ 1,1	+ 0,7
Mars 83	+ 1	+ 0,9
Avril 83	+ 0,9	+ 1,3
Mai 83	+ 0,7	+ 0,7
Juin 83	+ 1,1	+ 0,6
Juillet 83	+ 0,1	+ 0,9
Août 83		+ 0,6
Septembre 83	+ 3,9	+ 0,8
Octobre 83	+ 0,6	+ 0,8
Novembre 83	+ 1	+ 0,5
Sur 12 mois	+ 12,6	+ 9,9

● Comme on le voit, l'indice de l'INSEE n'est pas systématiquement moins élevé que celui de la CGT. Il n'empêche que, sur une année, cela fait une différence de presque trois points.

La différence la plus remarquée avait été celle de la rentrée, en septembre : sur deux mois, août et septembre, la CGT évaluait la hausse des prix à + 3,9 % alors que l'INSEE l'évaluait à + 1,4 %.

Ce sont ces hausses de prix de l'été, bien réelles, que l'INSEE « lisse », sous prétexte de niveler les variations saisonnières !

PATRONAT D'ACCORD STANCENT LES SALAIRES



Les hausses de la nouvelle année

Le gouvernement n'a pas traîné pour annoncer les nombreuses hausses qui vont être appliquées, pour la plupart, dès janvier. Et la liste est copieuse : le tabac va augmenter de 5 % (la Gauloise passera donc à 4,60 F le paquet) ; le pain, lui, augmentera en février (et la baguette passera à 2,50 F) ; les communications téléphoniques en cabine urbaine passeront de 50 centimes à 1 F ; la redevance de télévision accuse une augmentation de 6,5 %, et la redevance magnétoscope de 30 %.

A cela s'ajoutent le loyer, le gaz (entre 5 et 8 %), l'assurance automobile (de 13 à 30 %) et l'essence (le super devrait coûter 5,02 F et l'ordinaire 4,69 F). Les voitures aussi augmentent, et les transports routiers de voyageurs viennent d'augmenter de 3,5 % ; enfin, le forfait hospitalier passe de 20 à 21 F.

Quant au SMIC, il augmente de 2 %. Mais il s'agit de l'augmentation automatique qui intervient chaque fois que la hausse des prix est égale ou dépasse 2 %. Celle-ci ayant été, entre septembre, octobre et novembre, de 2 %, le SMIC est donc augmenté d'autant, avec quelques mois de retard. Cela le porte à 3.849,82 F, ce qui, comme chacun le sait, est notoirement insuffisant. Et c'est cela le « hic » : le SMIC, même relevé de 2 %, reste le SMIC, c'est-à-dire le minimum dérisoire qui ne permet pas de vivre correctement.

Quelques exemples de l'évolution des salaires en 1983

	Salaire net décembre 82	Salaire net novembre 83	Augmentation nette sur 12 mois	AUGMENTATIONS GÉNÉRALES DANS L'ENTREPRISE EN 1983												cumul des augmentations sur l'année, en %
				janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
RENAULT (Flins) — OS fabrication — 9 ans d'ancienneté — Coefficient 175 — Horaire : 40 h 40 — Travail en équipe en 2 x 8 — 13 mois payés	5.000	5.300	300		2 % + 120 F			1,5 % 1 jour chômé		2 jours chômés	1 %	5 jours chômés	1 % 3 jours chômés		2,5 %	8 % + 120 F uniformes suite à la grève
CITROËN (R.P.) — OS fabrication — 12 ans d'ancienneté — Coefficient 160 — Horaire : 38 h 30 — Travail en équipe en 2 x 8 — 13 mois payés	4.870	4.700	— 170 chômage	— 1/2 h compens. à 70 % = - 20 F	+ 120 F			1,5 %			— 2 jours chômés		1 % — 3 jours chômés	— 3 jours	1 %	5 % dont 120 F uniformes suite à la grève
PEUGEOT (Sochaux) — OS fabrication — 5 ans d'ancienneté — Horaire : 39 h — Travail en équipe en 2 x 8 — 13 mois payés	4.180	4.650	470			0,4 %	2 %		1,8 %					2 %		6,2 %
RHÔNE-POULENC (Vitry) — OS fabrication — Horaire : 39 h — Travail en équipe en 2 x 8	5.510	5.940	430			2,5 %			2,5 %				2 %			7 %
THOMSON (R.P.) — Technicien AT1 — 14 ans d'ancienneté — Horaire : 39 h — 13 mois payés	5.430	5.860	430	1,6 %			2 %			2 %			2 %			7,6 %
CGCT (Paris) — Agent administratif — Horaire de l'entreprise : 38 h 30, 38 h. juin 83	4.885	5.180	295		2 % — 1/2 h = - 20 F				2 % — 1/2 h = - 20 F				2 %			6 %
TÉLÉCOMMUNICATIONS — Technicien — 4 ans d'ancienneté — Travail en brigade	5.300	5.900	600 F, dont 300 F de retard 1982	2 % retard 1982		2 % (83) + 2 % (82)				2 % (83)			2 % (83)			4 % retard (82) 6 % (83) + 2 %

Le SMIC, le seul salaire encore indexé sur la hausse des prix

Chaque mois, l'Institut national de la statistique (l'INSEE) et la CGT publient l'indice des prix à la consommation. Cet indice, bien que plus ou moins fidèle, permet cependant de constater une chose : l'écart entre les salaires et les prix se creuse. Surtout depuis que le gouvernement a bloqué les salaires de juillet à octobre 1982 et suspendu toutes les clauses conventionnelles d'indexation des salaires... sauf pour le SMIC. Les patrons se sont empressés d'appliquer les consignes gouvernementales. Quant au SMIC, il continue d'être indexé sur l'indice INSEE, dès que la hausse des prix dépasse les 2 %. Il n'est donc pas indifférent au gouvernement que l'indice officiel soit le plus bas possible (en le triturant au besoin). Ainsi l'Etat et l'ensemble des patrons peuvent s'éviter d'augmenter trop souvent les salaires les plus bas.

Pour 1984, gouvernement et patronat s'apprêtent à bloquer les salaires à 5 %. Pour l'instant, ils ne touchent pas à l'indexation du SMIC. Mais même cette indexation du SMIC n'est pas définitivement acquise.

Ces quelques exemples, pris dans de grandes entreprises du pays, montrent que nulle part les salaires n'ont suivi, même avec du retard, la hausse officielle du coût de la vie qui a dépassé 9 % en 1983, sauf chez Renault. Et pour cela, il a fallu les grèves des OS de janvier 1983.

Bien sûr, certains patrons, qui intègrent dans la progression salariale les hausses individuelles ou à

l'ancienneté, se targuent de hausses bien plus importantes. C'est le cas à Renault-Flins, où le patron a annoncé une progression des salaires de 22 % en moyenne pour les OS, de mars 1982 à décembre 1983 (sur près de deux ans). C'est le cas aussi à Peugeot où, même en gonflant ainsi les chiffres, la direction atteint une augmentation moyenne de 7,75 % sur l'année, c'est-à-dire même pas les 8 %

auxquels elle s'était « engagée ».

Mais la situation réelle dans l'automobile est tout autre, car les jours de chômage commencent déjà à grever sérieusement le budget des travailleurs. Témoin chez Citroën, où cela se traduit déjà par une baisse nette sur la paie.

Mais la palme revient quand même à la fonction publique. C'est ainsi qu'aux Télécommunications, les

salaires ont augmenté de 10 % sur l'année, mais qui se décomposent en : 4 % au titre des hausses pour 1982, et 6 % en 1983. Il reste encore 2 % d'augmentation pour 1983, qui seront payés fin janvier 1984. C'est-à-dire que le ministre des PTT, Mexandeau, a réussi ce tour de force de faire glisser les augmentations d'une année sur l'autre. C'est autant de perte sèche pour les employés.

Coup d'Etat sur fond de crise économique



En janvier 1983, des centaines de milliers de travailleurs des pays voisins étaient expulsés du Nigeria (AFP)



Un coup d'Etat militaire a renversé, dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 décembre, le gouvernement civil du Nigeria. Le président Shehu Shagari, au pouvoir depuis 1979 et réélu en août dernier pour 4 ans, a été destitué par le général de division Mohammed Buhari. Immédiatement, le couvre-feu a été instauré, les ports et aéroports ont été fermés, les partis politiques interdits.

La crise économique qui frappe de plein fouet ce pays a donc eu raison du régime civil, qui représentait une sorte d'exception dans l'Afrique des régimes militaires.

Le pays avait connu un développement considérable de ses richesses avec la vente de son pétrole, à partir des années 1970. Il subit depuis quelques années les contrecoups de la récession qui frappe les pays occidentaux. Le pétrole, qui représente 90 % des rentrées en devises et 80 % des recettes de l'Etat, a vu sa demande baisser, ainsi que son prix : de 2 millions de barils par jour en 1980, la production pétrolière du pays est passée à un mil-

lion de barils et les prix ont chuté dans le même temps de 40 dollars le baril à 36, voire 30 dollars. La production globale pétrolière a diminué de 40 %. Du rang de 6^e producteur mondial, le Nigeria est passé au rang de 10^e.

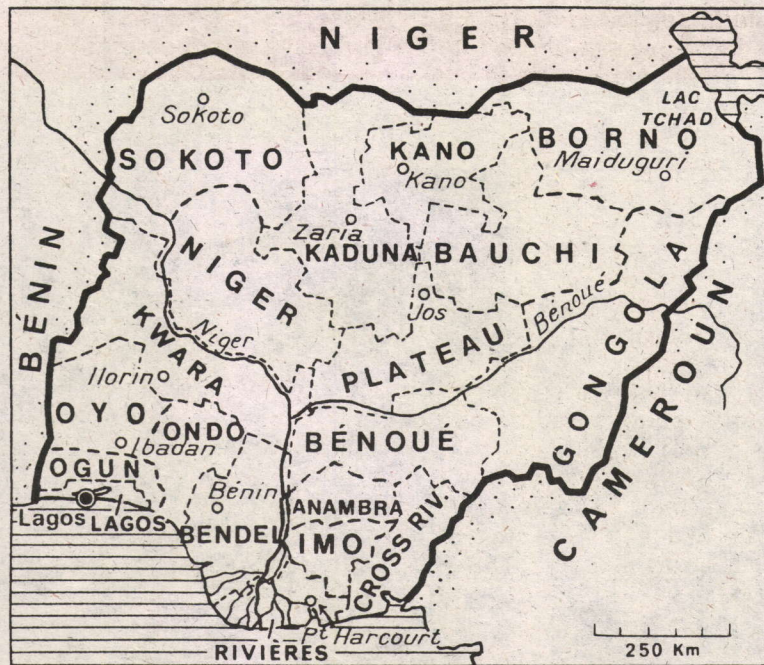
Cela a évidemment des répercussions très graves sur l'économie du pays : le chômage est en constante augmentation, l'inflation est actuellement de 25 à 40 % l'an, la dette extérieure représente 15 milliards de dollars. En prenant le pouvoir, les militaires ont fait savoir que les salaires de certains n'ont pas été payés depuis huit mois, pour ajouter qu'ils ne « recevront pas leur salaire du jour au lendemain » et que « les hôpitaux qui ont été sans médicaments pendant des mois ne les auront pas tous immédiatement », ce qui donne une idée de l'état de délabrement du pays !

La crise s'est d'abord manifestée en janvier 1983 avec la décision brutale prise par le gouvernement civil d'expulser dans un délai de 15 jours tous les travailleurs immigrés en situation irrégulière, des

centaines de milliers de travailleurs des pays voisins venus au Nigeria dans les années de prospérité. De 500 000 à deux millions de personnes furent alors jetées sans ménagement, dans des conditions terribles, hors du pays.

C'est aujourd'hui le deuxième acte. Le pays vient d'engager une négociation avec le Fonds Monétaire International pour un prêt de 2,5 milliards de dollars. La contrepartie vraisemblable en sera une réduction draconienne du niveau de vie de la population. Mais comment imposer ces sacrifices à la population sans une déclaration de guerre aux pauvres du pays, c'est-à-dire une dictature ouverte ? La City de Londres a d'ailleurs salué l'arrivée du nouveau régime par d'importantes hausses des valeurs des entreprises installées au Nigeria. Et le général Buhari a tout de suite rassuré ses créanciers en payant le service de la dette échu au 1^{er} janvier, d'un montant de 50 millions de dollars.

Laurence VINON



Le Nigeria fait figure de géant de l'Afrique, avec ses 923 768 km², presque deux fois la superficie de la France, et 90 millions d'habitants, pays le plus peuplé de l'Afrique noire. Ancienne colonie anglaise, indépendant depuis 1960, le pays est composé d'une mosaïque de groupes ethniques (250 ethnies). Depuis l'indépendance, de nombreux affrontements entre ethnies ont eu lieu, résultats des oppositions avivées pendant la domination coloniale. En 1967, a eu lieu la sécession d'une région entière, le Biafra. La guerre avait duré trois ans, le gouvernement du Nigeria voulant à toute force conserver cette riche région pétrolière, et a coûté deux millions de morts.

Après six ans de gouvernement civil, les militaires prirent le pouvoir en 1966. Les putschs se succédèrent pendant treize ans. Ce n'est qu'en 1979 que les militaires cédèrent la place « volontairement » à un gouvernement civil (ce qui en dit sans doute plus long sur la nature de ce régime civil que sur la mansuétude des militaires), qui se targuait d'être « la 4^e plus

grande démocratie du monde, derrière les Etats-Unis, l'Inde et le Japon ».

Or, derrière cette façade institutionnelle, régnaient l'exploitation, les tensions sociales, les haines ethniques, la violence quotidienne et la corruption en grand à tous les échelons de l'Etat. Le développement économique du pays a profité exclusivement aux cadres dirigeants et à une partie de la petite bourgeoisie, mais n'a pas servi à développer l'économie du pays, bien au contraire : l'augmentation de la production pétrolière s'est faite au détriment des productions agricoles. Entre autres la production d'arachide, de 1,5 million de tonnes en 1970 (2^e rang mondial), est passée à 0,5 million de tonnes en 1981. De même, la production de cacao est passée de 300 000 tonnes en 1970 à presque la moitié en 1981.

Toujours est-il que le pays est aujourd'hui dans une plus grande dépendance alimentaire : en 1970, il importait 1700 tonnes de riz, contre 700 000 aujourd'hui.

Les prêts du FMI plus chers

Le Conseil exécutif du Fonds Monétaire International devrait approuver prochainement un plan, soutenu par les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale, visant à relever les taux d'intérêt sur les fonds que le FMI emprunte aux pays riches et prête aux pays pauvres. Jusqu'à maintenant, il empruntait à 7,4 %, soit environ 15 % en dessous du cours du marché (8,7 %). Il lui faudra relever d'autant les taux d'intérêt sur les prêts qu'il accorde.

Cette mesure envisagée par le FMI a été dénoncée par les représentants de plusieurs pays sous-développés. Ils font valoir qu'elle alourdira encore la charge de la dette des pays pauvres, dont beaucoup consacrent déjà plus de la moitié de

leurs revenus d'exportation à payer bien souvent les seuls intérêts de leurs emprunts passés.

Les prêts du FMI sont des prêts de survie, des prêts à des conditions avantageuses, sans doute, mais dont le seul but est d'assurer le paiement des intérêts ou le remboursement d'autres prêts, hautement rentables, eux, des banques ou des Etats impérialistes. Mais, avec l'approfondissement de la crise, les pays riches qui alimentent le FMI ne cherchent même plus à avoir l'air de philanthropes : si les pays pauvres veulent continuer à emprunter, ce sera de plus en plus au prix fort, et à des conditions draconiennes pour les populations. V.G.

Les émeutes de la faim

Après avoir cherché à minimiser les émeutes de la faim qui avaient éclaté le 29 décembre dans le sud, le gouvernement tunisien a dû précipitamment instaurer l'état d'urgence et le couvre-feu sur l'ensemble du pays.

La police étant dépassée, l'armée lui a prêté main-forte : les chars sont entrés en action ainsi que les hélicoptères, et les militaires quadrillent Tunis, sans compter évidemment les villes du sud ou d'autres encore. Dans la capitale, l'armée a fait feu sur des milliers de jeunes manifestants, étudiants et lycéens, selon les rares informations qui soient parvenues. Combien y a-t-il pour l'instant de morts ? Vingt-cinq d'après certains, peut-être plus, et le chiffre des blessés atteint plusieurs centaines.

Toute la Tunisie est touchée par des émeutes auxquelles participent sans doute des dizaines de milliers de personnes, sinon beaucoup plus.

En décidant d'augmenter de 80 à 108 % le prix du pain et de 70 % ceux de la semoule et des pâtes, le gouvernement tunisien savait qu'il mécontenterait la population. Mais il ne s'attendait pas à soulever, d'abord dans le sud puis ailleurs, une révolte aussi désespérée et violente. Ce sont en effet, semble-t-il, de véritables explosions qui se sont

produites à Sfax, Gabès, Kasserine et Gafsa, et l'armée a dû reconquérir ces villes du sud.

Pourtant, depuis des mois, le gouvernement préparait la population à ces hausses massives d'aliments qui constituent la nourriture principale de millions de personnes. En Tunisie, comme dans beaucoup d'autres pays sous-développés, l'Etat subventionne ces produits afin de permettre à la population de survivre. Les experts du Fonds Monétaire International multiplient les pressions depuis des années sur tous les pays du Tiers Monde pour que l'Etat cesse son aide, afin de réduire les dépenses. Le gouvernement tunisien a accepté, malgré les risques qu'il connaissait : au Caire en 1977 et à Casablanca en 1981, des augmentations du prix du pain avaient provoqué des révoltes massives.

Il avait même pris la précaution de se concilier ou de neutraliser les partis politiques et le syndicat unique, l'UGTT, qui disait « comprendre » la décision gouvernementale. Mais ces calculs d'états-majors et tous leurs raisonnements n'ont pas suffi. Et qui sait si Habib Bourguiba, au pouvoir depuis vingt-sept ans, ne sera pas contraint par les émeutiers d'annuler les hausses, comme ce fut le cas en Egypte et au Maroc ?



Pour la troisième fois en six ans, le régime de Bourguiba est donc en danger. En janvier 1978, il lui avait fallu combattre la grève générale de l'UGTT, et deux ans plus tard faire face, à Gafsa, à une révolte populaire. A cette époque, le gouvernement avait accusé la Libye d'en être à l'origine.

En réalité, le régime tunisien est, comme beau-

coup d'autres, à bout de souffle et la crise rend sa situation encore plus instable. Les Etats-Unis et la France le savent bien. Lors des émeutes de Gafsa en 1980, ils avaient manifesté leur soutien, y compris militaire, et depuis ils prêtent à la stabilité du régime tunisien une grande attention. La seule base réelle du régime de Bourguiba est

en effet l'armée. Mais celle-ci ne suffira pas forcément face aux révoltés.

Ce n'est pas tant les partis politiques d'opposition, le syndicat ou même la Libye (malgré les déclarations officielles) qui effraient le régime et ses alliés impérialistes, mais le soulèvement général de toute une population désespérée.

Guy FICHET

ISRAEL : A l'heure de la crise

Pour protester contre la baisse des revenus, des grèves ont éclaté en Israël, surtout dans la fonction publique mais aussi ailleurs, au point que le journal israélien *Haaretz* a publié lundi dernier un petit guide intitulé *Qui est en grève ?* De mois en mois, la situation se dégrade dans le pays et le plan d'austérité proposé par le ministre des Finances, M. Cahen Orgad, et qui vient d'être adopté par le gouvernement, va accroître les difficultés économiques de la population israélienne, dans ce pays touché par la crise où l'inflation atteint déjà 194 % et où les experts économiques prévoient un taux d'inflation qui pourrait osciller autour de 280 % en 1984.

C'est d'ailleurs pour parer à cette inflation galopante, qui entraîne une dévaluation rapide de la monnaie, que les Israéliens avaient pris l'habitude depuis plusieurs années — avec l'autorisation de leur banque — de dépenser jusqu'à l'équivalent de leur paye avant qu'elle ne soit virée sur leur compte. Or le plan d'austérité vient de prévoir une taxation des découverts, allant de 12,5 % à 16,5 %, ce qui va mettre dans l'embarras et même dans la gêne tous ceux qui, en utilisant ce système, s'acquit-

taient de leurs paiements sans trop y perdre. En outre, désormais, la nouvelle réglementation sur l'achat des devises étrangères stipule que seuls les Israéliens désirant se rendre à l'étranger pourront acheter des devises. Plus moyen donc d'échapper à l'érosion galopante de la monnaie israélienne en achetant des dollars. Et dans le même temps, les prix ne cessent de grimper en Israël : lundi 2 janvier les tarifs de l'électricité ont augmenté d'un seul coup de 28 % et l'essence a augmenté de 27 % en un mois.

Toutes ces mesures d'austérité et ces hausses spectaculaires portent évidemment un sérieux coup au niveau de vie de la population israélienne et il n'est pas étonnant que le mécontentement se fasse de plus en plus profond et que des grèves éclatent de plus en plus nombreuses.

Israël n'échappe pas à la crise économique qui sévit partout dans le monde et sa situation financière est proche de celle de l'Argentine ou du Mexique. Alors que le produit national brut n'a augmenté que de 1 % en 1983, le déficit de la balance commerciale représente 5,1 milliards de dollars et c'est, bien entendu, à la population que le gouvernement

israélien compte imposer tous les sacrifices, en lui faisant supporter des mesures d'austérité de plus en plus draconiennes.

La population paie la crise, mais aussi la politique de guerre que les dirigeants israéliens ont choisie et qui avait bénéficié jusque-là du consensus de la population : être premier gendarme du Moyen-Orient coûte cher et, même si Israël bénéficie de l'aide des Etats-Unis, les différentes aventures militaires dans lesquelles s'est lancé Israël, et en particulier la dernière en date, celle du Liban, ont englouti des sommes fantastiques pour payer armes, soldats et occupation. La conséquence a été l'aggravation de la crise économique que la population est en train de payer chèrement.

Mais les récentes grèves montrent que celle-ci n'est pas forcément prête à subir une austérité accrue. Et le fameux consensus dont l'Etat d'Israël bénéficiait est peut-être en train de se fissurer. Sous la poussée du mécontentement, l'opposition relève la tête et la centrale syndicale Histadrout, qui s'est opposée au plan d'austérité, a réussi pour l'instant à empêcher le Trésor de s'en prendre à l'indexation des salaires, contrecarrant l'objec-



Avec la crise, la population paye le prix de la guerre

tif du gouvernement qui reste de bloquer les salaires.

Mais il y a plus : dans cette situation de chômage et d'inflation, nombreux sont les Israéliens qui quittent le pays pour s'installer à l'étranger et le ministre de l'Immigration a prévu que 1984 serait une

année record en cette matière, puisque 50 000 Israéliens comptent quitter le pays.

Le rêve sioniste, c'était le retour de tous sur la terre d'Israël. On voit ce qu'il advient de ce rêve, à l'heure de la crise et de la guerre du Liban.

Marie ANTONIN

Vers la « débandade » ?



Para français barricadé derrière des sacs de sable dans les rues de Beyrouth.

(AFP)

482 soldats français seront retirés d'ici la fin janvier de la Force multinationale de Beyrouth... pour rejoindre la FINUL, la « Force intérimaire des Nations unies » stationnée au sud du pays.

Le nombre total des soldats français au Liban ne sera donc pas réduit, ni changée la « mission du contingent français à Beyrouth », a précisé un communiqué commun des ministères des Relations extérieures et de la Défense.

Reste que ce mouvement de troupes intervient une dizaine de jours seulement après que l'Italie a décidé une réduction graduelle de ses effectifs (qui devraient passer de 2 100 à 1 100 hommes) et alors que, accompagnant manifestement un mouvement d'opinion aux USA, les déclarations d'officiels américains partisans du retrait des marines se multiplient (après Walter Mondale, l'un des candidats à l'investiture démocrate, trois anciens directeurs de la CIA se sont

prononcés en faveur du remplacement des marines par des « conseillers »).

A tel point qu'on s'inquiète dans les milieux dirigeants chrétiens libanais de ce que certains appellent la « débandade » de l'Occident.

Eh oui, la Force multinationale n'a plus la superbe qu'elle affichait à son arrivée. Ce n'est pas la partie de plaisir à laquelle certains croyaient être conviés !

Arrivés la fleur au fusil et sourire aux lèvres, bersagliers, paras et marines ont dû se rendre à l'évidence. Et ceux qui ont échappé aux attentats et aux bombardements s'impatientent aujourd'hui.

Débarqués les derniers, les Italiens repartent ainsi les premiers (sages entre les sages ; avant pour la marche arrière !), tandis qu'on nous montre à la télévision les marines enterrés derrière leurs sacs de sable, s'interrogeant sur le sens de leur présence.

Quant aux Français, eux aussi se terrent. Et le correspondant du Monde précise que, sur les 1 500 paras stationnés à Beyrouth, seuls 40 sont en position dans les rues, les autres restant barricadés dans leurs fortins.

Bien sûr, la Force multinationale n'a pas encore complètement disparu du théâtre des opérations, loin de là. Mais elle fait ce qu'elle peut pour qu'on la voie le moins possible. Le gouvernement français pour sa part éprouve, un peu comme le gouvernement italien, le besoin de « restructurer » son contingent et de le regrouper... plus près de la mer. Quant aux 482 qui vont sortir des abris pour aller respirer l'air du Sud-Liban, leur suffira-t-il de repeindre en blanc les camions kaki, de se rebaptiser FINUL et de se rapprocher des troupes israéliennes pour cesser de servir de cible ? C'est encore une autre histoire.

Frédéric FERRIERES

Un procès qui fait peur au régime

Adam Michnik, l'un des fondateurs avec Kuron du KOR (Comité de défense des ouvriers poursuivis) qui fut créé à la suite des grèves de 1976, en prison depuis deux ans pour « tentative de renversement du régime par la force », s'est vu proposer par les dictateurs en place en Pologne « d'aller passer les fêtes sur la Côte d'Azur, sinon un procès et de nombreuses années d'emprisonnement l'attendaient ». C'est ce qu'il révèle dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, dont le texte, parvenu jusqu'à l'étranger, est publié par le journal *Libération*.

En « préférant passer les fêtes dans une maison d'arrêt plutôt que sur la

Côte d'Azur », Michnik a déjoué bien sûr les manœuvres des militaires au pouvoir, qui ne voient pas d'un bon œil s'ouvrir un procès dont l'inconsistance de l'accusation ne fera qu'accentuer le discrédit qui pèse sur ce régime honni par la population. Et du coup, c'est lui, le vaincu, en prison depuis deux ans, en butte aux tracasseries et aux brimades des autorités carcérales, qui fait figure de vainqueur. Il a estimé qu'il gênait plus le régime en restant au fond de sa prison qu'en liberté sur la Côte d'Azur.

Son sort, bien sûr, reste entre les mains des militaires. Mais aujourd'hui, c'est lui qui fait figure d'accusateur.

Marie ANTONIN



Jaruzelski et son gouvernement, moins satisfaits du refus de Michnik à s'exiler, qu'ils ne le montrent dans les défilés.

Feu vert aux moules-frites bien arrosées

Est-ce qu'ils étaient encore sous le coup de leurs libations de la Saint-Sylvestre ? Toujours est-il que le 1^{er} janvier les députés belges ont aboli la loi anti-alcoolique votée en 1919 à l'initiative d'Emile Vandervelde, un des ténors de la II^e Internationale, alors ministre de la Justice. Cette loi interdisait en particulier aux hôtels, cafés et restaurants de servir des alcools, et aux particuliers d'acheter de l'alcool... par moins de deux litres (ce qui était censé dissuader les travailleurs de le faire, vu la somme à avancer !). A l'époque, la Belgique comptait 200 000 cabarets, un pour 34 habitants.

Si cette loi a fait disparaître une partie des « asso-mois » proches des usines, elle n'a pas fait disparaître l'alcoolisme (elle ne prenait, par exemple, aucune mesure contre la consommation de la bière). Et elle était depuis longtemps tombée en complète désuétude. Si l'actuel gouvernement belge a fait voter son abolition, ce n'est pas pour prendre acte de sa disparition, mais parce qu'il a entrevu une occasion de récupérer quelques sous : la patente autorisant désormais à débiter des alcools devrait lui rapporter 500 millions de francs belges.

G.F.

V.G.

LIBERATION DU PILOTE AMERICAIN

Le chemin de Damas de Reagan

Le révérend Jesse Jackson a joué un beau coup.

En allant à Damas, le candidat noir à l'investiture démocrate pour la présidence de la République tentait de libérer le pilote noir américain, Robert Goodman, aux mains des Syriens depuis le raid aérien américain du 4 décembre. Jackson avait implicitement accusé l'administration Reagan de se désintéresser du sort de Goodman. De là à supposer que la couleur de sa peau y

était pour quelque chose, il n'y avait qu'un pas... En obtenant satisfaction, Jesse Jackson va sans nul doute accroître sa popularité dans la population noire, car les faits lui donnent raison. Reagan, bien embarrassé par toute cette affaire, l'est davantage par sa conclusion. Il en a été réduit à téléphoner à Damas, sitôt connue la nouvelle, pour féliciter Jackson et l'inviter avec Goodman à la Maison-Blanche.

Le général Assad a fait une

fleur à Jackson, mais c'était surtout une peau de banane jetée sous les pieds de Reagan. Il prouve ainsi que lui-même est toujours prêt à négocier avec l'impérialisme américain, mais que la seule mauvaise volonté vient de Reagan.

Pour quelqu'un que l'on disait très souffrant, ce n'est pas mal pensé, et c'est Reagan qui doit en être malade !

ARGENTINE

Des inculpations pour l'exemple mais les tortionnaires restent dans la place

Le général Galtieri, chef de la junte militaire argentine au moment de la guerre des Malouines, et ses deux collègues qui commandaient la marine et l'armée de l'air ont été inculpés de violations des droits de l'homme par le Conseil suprême des forces armées. Les juges ont aussi convoqué un certain nombre d'autres hauts responsables de la répression qui, en sept ans de dictature, a fait des milliers de morts officiels et 30 000 « disparus » dans la « guerre sale » contre les organisations ouvrières, la gauche et la guérilla.

Le retour de l'Argentine à un régime civil va donc amener l'inculpation et peut-être la condamnation d'un certain nombre de responsables et de bourreaux. Maintenant, les bouches s'ouvrent. C'est tous les jours que l'on apprend l'existence de cimetières clandestins où ont été enterrées les victimes des tortures et des exécutions sommaires.

Mais, si avec la mise en accusation de Galtieri et d'autres généraux, les Argentins peuvent avoir l'impression que la justice règne à nouveau dans leur pays, ils risquent d'en voir bientôt les limites. Bien sûr, ils auront la satisfaction de voir juger quelques responsables. Mais il ne faut pas compter sur l'appareil judiciaire, longtemps complice de la dictature d'ailleurs, pour frapper l'armée et la police. Quant aux chefs de la junte, ce sont leurs pairs du Conseil



Chaque jour, de nouveaux cimetières clandestins où ont été enterrées les victimes de tortionnaires sont découverts

suprême des forces armées qui les jugeront, c'est-à-dire qu'ils disposent de certaines garanties.

Pour le gouvernement civil que s'est donné la bourgeoisie argentine, il n'est pas question de briser l'armée ni même de s'en prendre vrai-

ment à elle. Car cette armée, avec ses dizaines de milliers de spécialistes de la répression, risque de lui être bien utile si la population vient à refuser l'austérité qu'a déjà annoncée le gouvernement Alfonsín.

Vincent GELAS

SALVADOR

Les guérilleros détruisent la caserne d'El Paraiso

Au Salvador, le 30 décembre les guérilleros du Front Farabundo Martí de Libération Nationale ont pris d'assaut et en partie détruit l'importante caserne fortifiée d'El Paraiso, construite par les Américains et réputée imprenable, à 60 kilomètres de la capitale. Ils y ont fait plus d'une centaine de prisonniers et récupéré un important stock d'armes et de munitions. C'est peut-être ce qui leur a permis de détruire, le 1^{er} janvier, le pont de Cuscatlan, le plus important du pays, malgré les troupes qui gardaient cette position stratégique.

Ces actions d'éclat prouvent que la guérilla salvadorienne, qui se bat depuis plus de 4 ans contre la dictature soutenue par les Etats-Unis, est bien vivante, malgré les divisions internes qui l'ont secouée ces derniers mois.

Reagan a décidé de demander au Congrès américain une augmentation substantielle de l'aide à la dictature salvadorienne. S'il veut qu'elle puisse contenir la pression croissante de la guérilla, les dollars et les conseillers ne suffiront peut-être pas.

V.G.

BRESIL

Un défoliant tue 40 personnes dans un village

Le journal télévisé du jeudi soir 29 décembre a montré des images saisissantes d'un village décimé par une catastrophe. C'est au Brésil, dans la région de Belem : une compagnie d'électricité voulait défricher la forêt pour installer ses lignes à haute tension. Pour cela, elle a fait répandre un défoliant sur des kilomètres. Ce défoliant, dont le nom n'a pas été communiqué mais qui ressemble fort à la dioxine qui s'est illustrée au Vietnam puis à Seveso, a été d'une efficacité remarquable. Quarante person-

nes sont mortes dans les jours qui ont suivi, d'autres sont gravement atteintes, le bétail et les cultures sont détruits.

La compagnie d'électricité dénie toute responsabilité dans l'affaire. Ce serait une entreprise sous-traitante qui serait responsable, et celle-ci a disparu une fois le travail exécuté.

Inutile de préciser que les villageois en question n'ont pas l'électricité et que la ligne à haute tension ne leur était pas destinée !

BRUNÉÏ

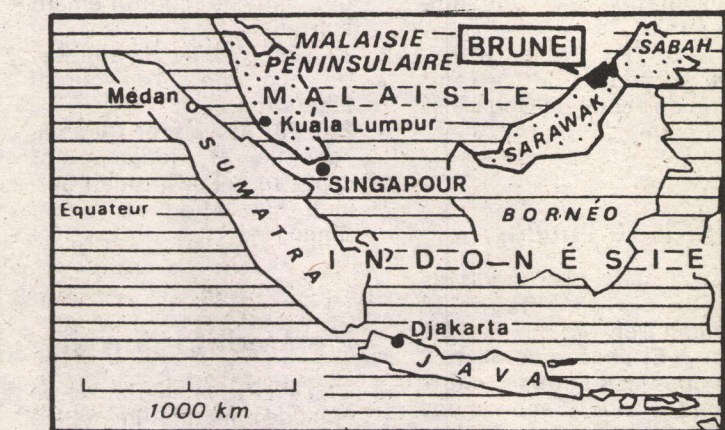
La Shell reste indépendante

Depuis le 1^{er} janvier le sultanat de Brunéï a accédé à l'indépendance. Peuplé de 220 000 habitants, ce petit sultanat de l'Asie du Sud-Est, enclavé au nord de l'île de Bornéo, était protectorat britannique depuis 1888.

23^e producteur mondial de pétrole et 4^e de gaz naturel, il a fait la fortune de la société pétrolière Shell et demeure sa chasse gardée. Le sultanat de Brunéï dominait autrefois l'ensemble de Bornéo. Mais cette île, proie des appétits des différents impérialismes qui convoitaient la région, tomba en partie entre les mains des Néerlandais qui occupèrent le sud, tandis que la partie nord tombait entre les mains des Britanniques.

Si le Brunéï accède aujourd'hui au rang d'Etat, alors qu'il a une superficie de moins de 6000 km², c'est avant tout parce qu'il dispose de 4 milliards de dollars de revenus pétroliers. Il s'agit en fait d'un grand champ de pétrole transformé en Etat par la grâce de la Shell et de l'impérialisme anglais.

Ceux-ci ont accordé l'auto-



nomie interne à partir de 1959. En 1962, après une tentative de démocratisation qui s'est terminée par une révolte, l'armée britannique était intervenue pour rétablir l'ordre et toute pseudo-démocratisation avait été abandonnée.

Malgré « l'indépendance » accordée aujourd'hui, la Grande-Bretagne laisse sur place un bataillon de « ghurlias » ainsi que des conseillers militaires.

A la tête du Brunéï, le sultan actuel Hassanal Balkiah, 29^e

du titre, continue de mener une vie fastueuse grâce aux royautés fabuleuses que lui verse la compagnie qui, malgré l'indépendance, continue d'être le véritable maître là-bas.

Lui et sa famille s'accaparent les retombées des revenus pétroliers dont la population de Bornéo ne voit pas la couleur. Plutôt qu'un Etat, le Brunéï, comme les émirats du golfe Persique, n'est qu'une dépendance de l'impérialisme anglais et d'une compagnie pétrolière.

Produits toxiques sans frontières

Au printemps dernier, quand le scandale des fûts de dioxine avait éclaté, nous en avons entendu des fermes discours sur la réglementation nécessaire qui allait tout changer et garantir désormais la sécurité des populations. C'en était fini des entreprises irresponsables, qui se débarrassent de leurs déchets sans précaution dans les décharges. C'en était fini des transporteurs sauvages qui franchissent en catimini les frontières, dans un sens, dans l'autre, pour mieux brouiller les pistes avant de semer leurs fûts empoisonnés.

Que n'aurait-on promis pour calmer l'émotion soulevée par l'affaire !

Mais ce n'est que le 28 novembre dernier que les ministres de l'Environnement de la Communauté européenne se sont rencontrés, à Bruxelles. Et, selon *Que choisir* ?, il paraît qu'ils n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord sur une réglementation concernant le transport des déchets toxiques à l'intérieur du Marché commun, et que la discussion est donc remise à une date ultérieure.

Qu'est-ce qui freine donc si fort tous ces ministres ? Ont-ils donc si peur d'indisposer quelques tout-puissants patrons de la chimie, en réglementant un tant soit peu leurs trafics ?

On savait que les instances européennes ne servaient pas à grand-chose. Mais même quelque chose d'aussi élémentaire que de veiller à la protection des populations, c'est encore trop. Entre une toute petite atteinte aux prérogatives patronales et un réel danger pour les populations, les ministres ne sont pas pressés de prendre position. En attendant, les camions ou les trains chargés de produits dangereux continuent à rouler.

C.B.

Yves Montand aux Dossiers de l'écran

Yves Montand affirme n'avoir pas l'intention de s'engager dans une carrière politique : « *Mon ambition ne va pas jusque-là* » a-t-il répondu aux téléspectateurs — nombreux, paraît-il — qui ont suivi les *Dossiers de l'écran* le 2 janvier.

Mais Yves Montand s'est largement exprimé au cours de cette émission sur ses prises de positions politiques passées et actuelles.

Le chanteur ne « regrette rien ». Etre stalinien pour lui après la guerre, c'était le contraire de ce que c'est maintenant. Quand il avait 20 ans, il y avait l'occupant nazi et il fallait prendre position. Les communistes étaient le parti des fusillés. Ils se battaient pour l'internationalisme prolétarien, dit-il. « *Les Russes se battaient pour eux comme on l'a vu ensuite. Mais par ricochet ils défendaient aussi les peuples d'Europe* ». Il reconnaît qu'il se faisait « *un devoir de trouver tout parfait* » à l'Est, car il se sentait coupable.

Depuis Budapest, Yves Montand a ouvert les yeux, il dénonce avec virulence le goulag et n'a plus peur « *de faire le jeu de la droite* ». Dans la foulée, il va même jusqu'à dire : « *L'ennemi principal, ce n'est pas Reagan, c'est un pays où il y a des asiles psychiatriques* », c'est le Cambodge où il y a « *des nazis rouges* » et que « *c'est ces pays-là qu'il faut*

combattre ». Il trouve « *merveilleuse* » la formule de Mitterrand « *Les pacifistes sont à l'Ouest, les fusées à l'Est* », et approuve l'installation des Pershing.

Mais il ne s'en tient pas à la politique extérieure. Pour lui, « *ce qui se passe à Talbot va se passer dans toutes les principales industries françaises* », alors il faut expliquer carrément aux travailleurs l'effort qu'ils doivent faire. « *Vous ne mourrez pas de faim, mais...* » pour « *tenir la compétitivité ce n'est pas possible avec les salaires actuels* ».

Il admire Edmond Maire pour ses déclarations sur la nécessité de la rigueur dès le début de la venue de la gauche au pouvoir, et donne en passant un coup de chapeau à Simone Veil pour sa prise de position à Dreux, déclarant à propos des récentes élections dans cette ville qu'il ne pouvait donner son accord à un candidat de gauche « *tant qu'il était soutenu par un stalinien* ».

« *Contre le capitalisme sauvage* », Yves Montand se dit partisan d'un « *capitalisme libéral* » et préfère que la droite prenne les choses en main, car elle s'y connaît mieux dans les affaires.

Quant à son argent personnel qu'il dit avoir gagné sans exploiter personne, au poker auquel il a la réputation de jouer gros, il répond à ces questions qu'il comprend que ceux qui ne



Lors de son spectacle à l'Olympia en octobre 1981.

gagnent que 400.000 (anciens) francs par mois ne sont pas contents... et les convie à faire un effort, citant à l'appui en le désapprouvant un travailleur immigré de Talbot illettré ayant déclaré « *Comment voulez-vous que je me recycle ?* ».

Le numéro d'Yves Montand n'aura donc pas manqué de charme... pour les lecteurs du

Figaro. Mais s'il était encore besoin de situer dans quel camp le chanteur se trouve et politiquement et socialement, voilà qui est fait et refait. Il ne sera pas le premier qui soit passé de l'office de chantre du stalinisme à celui du capitalisme occidental.

Louis GUILBERT

Sélection

Samedi 7 janvier

20 h 35. FR3. L'univers du rire. Une évocation des acteurs comiques américains de Mack Sennet à Mel Brooks en passant par Charles Chaplin et Laurel et Hardy.

22 h 05. A2. Les enfants du rock. Hommage à Quincy Jones. Musicien de jazz réputé dans les années 1950, il a fait une carrière réussie dans le show-biz américain, composant musiques de films et succès de variétés. On entendra Ray Charles, Michaël Jackson, Henry Mancini (la panthère rose), etc.

22 h 15. TF1. Droit de réponse. Sujet : A quoi sert la télévision ? Michel Polac va-t-il se venger d'avoir été renvoyé à une heure de plus faible écoute ?

22 h 25. FR3. Musiclub. Quatre sketches du mime Marcceau. A déguster en... silence.

Dimanche 8 janvier

20 h 35. TF1. Film : Le der-

nier métro, de François Truffaut avec Gérard Depardieu et Catherine Deneuve. La vie d'un théâtre dont le directeur est juif, à Paris, sous l'Occupation.

22 h 30. FR3. Cinéma de Minuit : En quatrième vitesse, de Robert Aldrich (1955). Un film de série noire très réussi qui évoque la menace des radiations atomiques.

Lundi 9 janvier

20 h 35. A2. Théâtre : Les trois mousquetaires, d'après Alexandre Dumas, mis en scène par Marcel Maréchal. Le passage à la télévision accentue encore le style bande dessinée de la mise en scène.

20 h 35. FR3. Film : Marius, d'Alexandre Korda d'après le roman de Marcel Pagnol, avec Raimu, Pierre Fresnay, etc. Un grand classique et le début d'un cycle Pagnol.

22 h 10. A2. Plaisir du théâtre : l'invité est Jean Le Poulain. Rétrospective 1983 et

présentation de l'actualité théâtrale.

22 h 15. TF1. Etoiles et toiles. Frédéric Mitterrand parle de Jean-Luc Godard et de Fellini.

Mardi 10 janvier

20 h 35. TF1. Les mardis de l'information, magazine d'Alain Denvers qui, sous le titre « *Et chez vous ça va ? La crise des autres* », entreprend le tour du monde des années de crise depuis 1973. Des reportages sur les Etats-Unis, le Japon, l'URSS, le Togo, etc.

20 h 35. FR3. Film : L'homme au cerveau greffé, film de science-fiction de Jacques Doniol-Valcroze (1971) avec Jean-Pierre Aumont.

20 h 40. A2. Film : La soupe aux choux, de Jean Girault (1981) avec Jean Carmet et Louis de Funès d'après le roman de René Fallet. Deux paysans portés sur la bouillotte rencontrent un extra-terrestre... Une farce pas

très réussie contrairement au roman.

22 h 20. FR3. La vie en face. Un reportage sur le journal *Libération*.

22 h 25. A2. Mardi Cinéma. Tchernia et Rouland ont invité Jerry Lewis, Jean Carmet, Miou-Miou et Michel Blanc.

Mercredi 11 janvier

22 h 10. FR3. Exil. Deuxième épisode d'un téléfilm réalisé en RDA et adapté d'un roman de l'écrivain stalinien allemand Lion Feuchtwanger et qui évoque le sort des Allemands qui ont résisté à Hitler.

Jeudi 12 janvier

20 h 35. FR3. Film : Loulou de Maurice Pialat (1980), avec Depardieu, Isabelle Huppert et Guy Marchand. Une jeune femme désœuvrée prend un loupard comme amant.

21 h 35. A2. Musiques au cœur. Rediffusion de l'émission d'Eve Ruggieri consacrée au pianiste virtuose, Arthur Rubinstein, décédé il y a un an.

Vendredi 13 janvier

20 h 35. FR3. Rencontre avec... Georges Marchais, secrétaire général du PCF, qui répond aux questions des journalistes Patrick Jarreau du *Monde*, Gilbert Denoyan de France-Inter, André Campana qui a préparé l'émission, etc.

21 h 35. A2. Apostrophes de Bernard Pivot présente des livres sur *Les cadres*.

23 h. A2. Le Ciné-Club d'Antenne 2 propose sur le thème « *France années 40* » le film *Lumière d'été* de Jean Grémillon (1942), avec Madeleine Robinson, Madeleine Renault et Pierre Brasseur. Un scénario de Jacques Prévert et Pierre Larocque où s'opposent le monde des travailleurs et celui de oisifs.

Sélection cinéma

Dans les salles parisiennes

Films récents...

LE BAL. d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'histoire.

Gaumont les Halles 1^{er}. Vendôme 2^e. Studio de la Harpe 5^e. Hautefeuille 6^e. Pagode 7^e. Gaumont Champs-Elysées 8^e. Français 9^e. 14 Juillet 11^e. Montparnasse Pathé 14^e. Olympic Entrepôt 14^e. PLM Saint-Jacques 14^e. Bienvenue 15^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e. Images 18^e.

LE GRAND CARNAVAL. d'Alexandre Arcady.

1942, les Américains débarquent en Algérie. Tableau d'une époque où les colons français sont tout puissants en Algérie et où les Algériens sont étrangers chez eux. Un film où l'on rit beaucoup, mais qui est aussi tragique.

Gaumont les Halles 1^{er}. Berlitz 2^e. Gaumont Richelieu 2^e. Gaumont Ambassade 8^e. Georges V 8^e. Normandie 8^e. Nation 12^e. Gaumont Sud 14^e. Montparnasse 14^e. Gaumont Convention 15^e. 14 Juillet 15^e. Clichy Pathé 18^e. Gambetta 20^e.

ERENDIRA. de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendira, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.

Forum Orient Express 1^{er} (vo). Quintette 5^e (vo). Biarritz 8^e. Lumière 9^e. Trois Parnassiens 14^e (vo).

AU NOM DE TOUS LES MIENS. de Robert Enrico.

Inspiré par le récit de la vie de Martin Gray, Juif polonais qui survécut à la guerre, aux camps de la mort et à l'insurrection du ghetto de Varsovie, ce film

saisissant gomme l'individualisme acharné du héros si choquant dans son livre au profit du témoignage sur la barbarie nazie.

Paramount Opéra 9^e. Paramount Montparnasse 14^e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX. de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette docte question Landis répond par une joyeuse pantalonade.

Berlitz 2^e. Saint-Michel 5^e (vo). Gaumont Ambassade 8^e (vo). Georges V 8^e (vo). Lumière 9^e. Montparnasse 14^e. Trois Parnassiens 14^e (vo).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN. de Peter Brook.

L'opéra de Bizet revu et corrigé par Peter Brook. En trois interprétations.

14 Juillet Parnasse 6^e.

UN AMOUR EN ALLEMAGNE. de Wajda.

Pendant la dernière guerre dans un petit village allemand, une femme aime un prisonnier polonais : un interdit qui coûte la vie dans l'Allemagne nazie.

Elysées Lincoln 8^e (vo).

LA BALLADE DE NARAYAMA. de Shohei Imamura.

Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.

Quintette 5^e (vo).

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Capri 2^e. UGC Opéra 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e. 14 Juillet Parnasse 6^e. Quintette 6^e.

ZELIG. de et avec Woody Allen.

Les aventures de

l'homme-caméléon ou les malheurs comiques de celui qui voulait trop bien s'adapter.

Opéra 2^e. L'Épée de Bois 5^e.

GANDHI. de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'« apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.

Cluny Palace 5^e (vo).

... et moins récents

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

Une satire sur les méfaits de la propriété privée et d'une certaine civilisation, symbolisées par une bouteille de coca-cola qui tombe en plein désert du Kalahari chez les Bochimans.

Impérial 2^e.

LE VOLEUR DE BICYCLETTE. de Vittorio de Sica.

Un drame du chômage à Rome, juste après la guerre.

Olympic Luxembourg 6^e (vo).

LA TRAVIATA. de Franco Zeffirelli.

L'opéra de Verdi adapté de *La dame aux camélias*.

Bonaparte 6^e (vo).

LES BAS-FONDS. de Jean Renoir.

D'après la pièce de Gorki, avec Gabin et Juvet.

Saint-André-des-Arts 6^e.

LA ULTIMA CENA. de Tomas Gutierrez Alea.

Un film qui retrace un épisode de l'esclavagisme à Cuba au XVIII^e siècle.

Denfert 14^e (vo).

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX. de Sydney Pollack.

Après la grande crise de 1929 aux Etats-Unis, des jeunes gens s'épuisent à un marathon de la danse.

Grand Pavois 15^e (vo).

FILM

« Adieu, foulards »



Un monsieur antillais de 39 ans saisi de l'angoisse de savoir s'il réussira à la fois à payer ses dettes, faire l'enregistrement de sa carrière avec une chanteuse qui doit venir de Guadeloupe et que son ami ne veut pas lâcher, entouré de jolies filles qui ne demandent qu'à lui plaire, alors que l'élue de son cœur menace de retourner avec son mari, telle est la trame de *Adieu Foulards*.

Ajoutez à cela un fils de 20 ans qui débarque de Guadeloupe avec du rhum et des crabes vivants, des amis qui vont et viennent et ne désespèrent pas la maison, le héros n'arrive plus à travailler et n'en trouve plus ses arrangements musicaux.

Il y a du punch, du « colombo » et du « chatou » (plat antillais), des vues des plages bordées de cocotiers, un intérieur conforta-

ble et des jolies filles pour entourer notre pauvre musicien dans la déveine.

De quoi faire rêver plus d'un Antillais émigré, ou plus d'un Français en mal de soleil et d'exotisme.

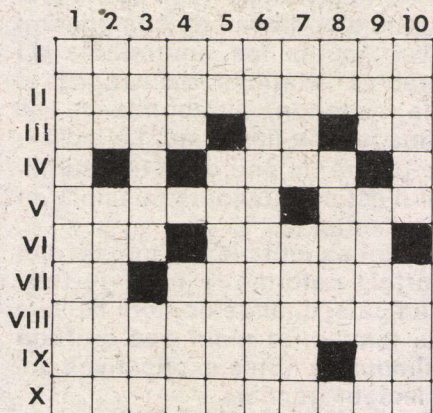
Ça ne vise pas haut, et surtout, cette fois, dans ce film de Lara, il n'y a pas la moindre critique sociale. Tout le monde est beau et gentil et n'aspire qu'à la consommation des biens de ce monde petit-bourgeois.

Ceux qui avaient vu avec *Coco Lafleur* et *Mamito* des pamphlets de Lara contre le colonialisme ne retrouveront rien qui y ressemble dans son dernier film.

Reste le divertissement auquel on peut ne pas être insensible, surtout quand on aime la musique antillaise. A consommer rapidement avant que ce film ne passe de mode.

L.G.

Mots croisés



HORizontalement. — I. Travail lent avec des cordes. II. Travaille avec des ficelles ! III. Difficile à arrêter quand il est fou. Règle. En fer ou en terre. IV. Département. V. Peut être le dauphin. Ville d'eau. VI. Comme un œuf. Surprend. VII. Il en faut deux pour faire un gamin. Pas toujours rigoureux. VIII. Présenter. IX. Couchées. Personnel. X. Ils récoltent des pommes ou des miettes.

VERTICALEMENT. — 1. En un mot, craint l'orage ; en deux, en protège. 2. Sa connaissance permet de la tourner. Ecarta. 3. Sans mélange. Dans la trame. 4. Belle en Bretagne. Protesta bruyamment. 5. Affirmation précoce. Ne se nourrissent pas de ron-ron. 6. Audacieux mais pas forcément téméraires. 7. Sigle syndical à l'école. Fait rire, et parfois trompe. 8. Pronom. Attaquai. 9. Nous en sommes à la quatrième. Brasser. 10. Fit des tours. Parfois produits par la base.

Solution du n° précédent

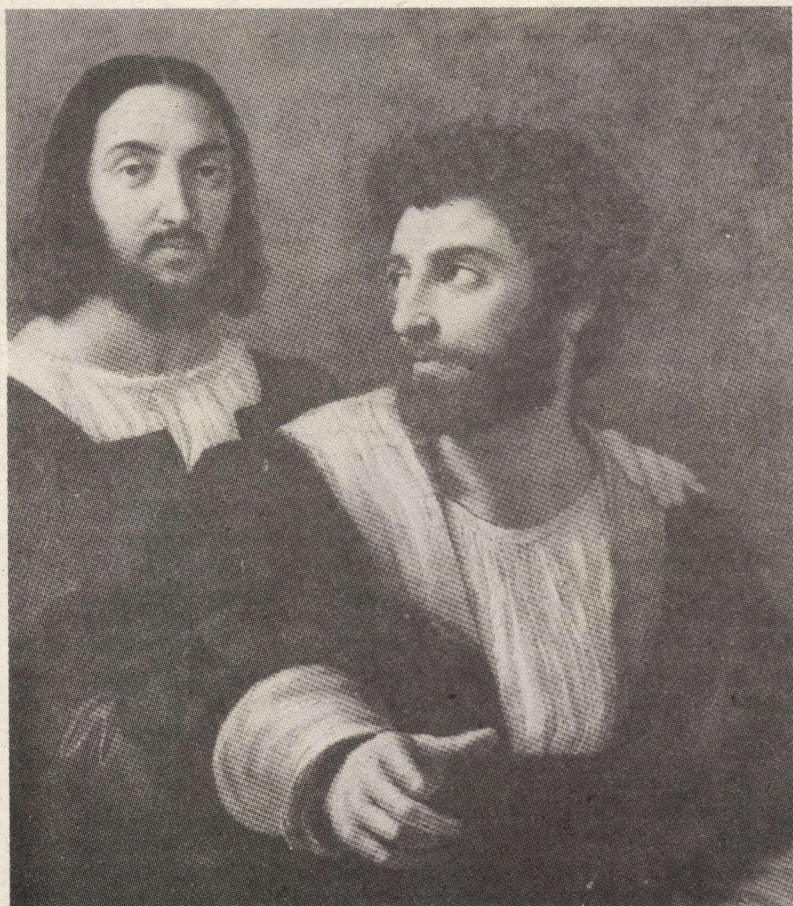
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	S	A	G	I	T	T	A	I	R
II	E	N	A	I	L	E	O	N	
III	R	E	N	D	E	M	E	N	T
IV	P	D	O	N	S	I	P		
V	E	C	H	I	N	E	S	T	O
VI	N	E	I	G	E	S		S	
VII	T	L	T	S			E	R	E
VIII	I	L	E	S	R				E
IX	N	E	S	O	N	T		E	S
X	S	T	A	S	E				

EXPOSITION

LIVRE

RAPHAËL

AU GRAND PALAIS



Raphaël et un ami.

A l'occasion du cinquième centenaire de la naissance du grand peintre Raphaël, de nombreuses expositions célèbrent son œuvre. Le Grand Palais lui consacre deux expositions. La première, *Raphaël dans les collections françaises*, regroupe l'ensemble des tableaux, dessins, gravures que possèdent les différents musées français. La deuxième, *Raphaël et l'art français*, présente de nombreux tableaux de peintres différents qui furent influencés par Raphaël, allant de la copie et de l'étude de la composition de ses toiles jusqu'à l'interprétation.

Raphaël est un des peintres les plus connus et les plus admirés de la Renaissance italienne avec Léonard de Vinci et Michel-Ange dont il fut contemporain.

En 1508, à l'âge de 25 ans, il partit travailler à Rome pour le pape Jules II. Ce dernier, séduit par ses dessins, lui donna l'exclusive de la décoration de ses appartements. Ce fut alors la gloire. Devenu peintre officiel du Vatican, il fut très sollicité par les hommes les plus puissants et les plus riches de Rome. Léon X qui succéda en 1513 à Jules II témoigna à l'égard de Raphaël du même enthousiasme. Michel-Ange s'étant retiré après avoir terminé le plafond de la chapelle Sixtine et Léonard de Vinci n'aimant pas trop la cour pontificale, Raphaël concentra entre ses mains tous les travaux du pontificat. Il fut nommé architecte de la basilique Saint-Pierre. Son œuvre fut

donc essentiellement religieuse mais il fit également de nombreux portraits. Homme de cour, séduisant et élégant, il fut apprécié par les grands du moment. Michel-Ange dont le goût pour la douleur et le surhumain annonçait le romantisme, mais correspondait moins aux modes de l'époque, disait de lui, paraît-il, le voyant passer richement vêtu et entouré de ses jeunes élèves: «*Tu marches avec ta cour comme prince*». Raphaël marquait l'apogée de la Renaissance et atteignit une sorte de perfection dans l'équilibre de la composition, le travail de la couleur, l'harmonie. C'est de son art que fut issu ce qu'on appelle l'académisme.

Raphaël mourut à l'âge de 37 ans le 6 avril 1520, laissant une œuvre très importante en nombre et en qualité.

La première exposition retrace donc son œuvre à travers une centaine de dessins et 28 tableaux.

Les dessins peu connus sont des esquisses, des recherches d'attitude, de mouvements, de compositions, des études de détails pour la réalisation de ses tableaux. Ils sont très intéressants pour ce qu'ils révèlent des méthodes de travail de Raphaël. On y voit ses recherches dans la répartition des volumes dans l'espace, et des effets de perspective. Exécutés au début à la pierre noire (proche du fusain et de la mine de plomb), Raphaël utilisa ensuite la sanguine, craie de couleur ocre rouge.

Raphaël est célèbre pour ses madones, mais ses portraits, très réalistes, innovaient dans la présentation des personnages, en mettant en évidence une personnalité, un caractère. Cela donne une tout autre image que celle d'un artiste cantonné dans les peintures religieuses.

Les dernières salles de cette exposition sont consacrées à l'analyse scientifique de l'œuvre de Raphaël. A travers des radiographies, des études de la matière picturale présentée sous forme de coupe obtenue à partir de minuscules prélèvements, on peut authentifier certains tableaux controversés, connaître mieux les différentes étapes de l'élaboration d'un tableau, trouver la composition de la couleur afin de restaurer.

La deuxième exposition nous permet de suivre l'empreinte de Raphaël sur les artistes français du XVI^e au XX^e siècle.

Bien que n'ayant jamais séjourné en France, Raphaël était connu par les peintres français du XVI^e siècle, en particulier grâce à ses tableaux offerts à François 1^{er} par Jules II. De plus, beaucoup de peintres italiens formés à son école séjournaient à la cour de François 1^{er}. Connu plus largement par ses gravures, il deviendra «*l'idéal*» français au XVII^e siècle.

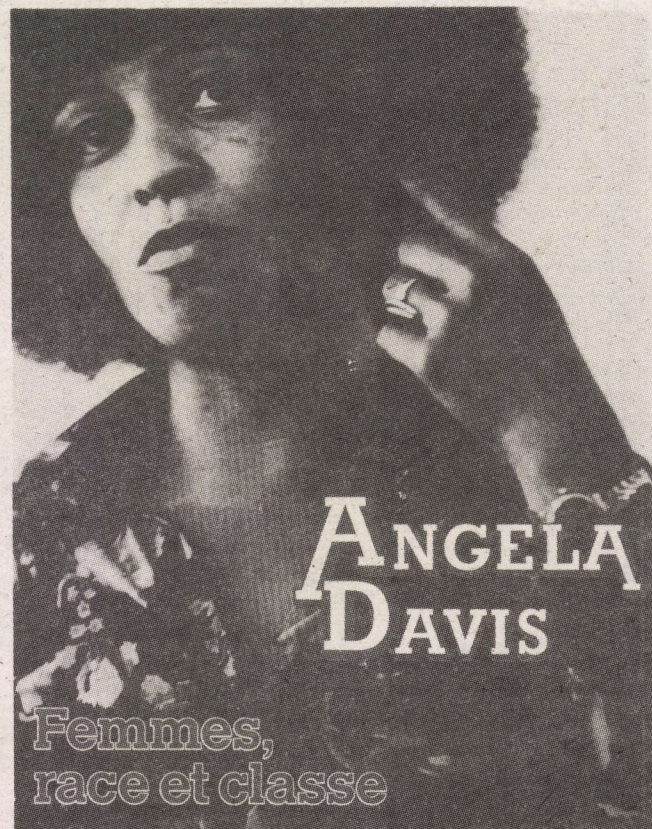
Pendant tout le XVIII^e siècle, Raphaël resta un sujet d'admiration et d'étude. Plus tard, Ingres, Delacroix, Rubens travaillèrent d'après l'œuvre de Raphaël. Renoir dit de ses peintures romaines: «*C'est admirable de simplicité et de grandeur*», Manet s'inspira d'une de ses œuvres, *Le jugement de Paris*, pour créer le célèbre *Déjeuner sur l'herbe*. Picasso, Dali interprétèrent aussi Raphaël, Miro fit plusieurs études d'après le tableau de *La Fornarina* qui fut la maîtresse de Raphaël. Ces expositions proposent donc un parcours intéressant qui actualise l'œuvre de Raphaël.

Ghislaine GAUTHIER

Raphaël dans les collections françaises. Raphaël dans l'art français.

Galleries nationales d'exposition du Grand Palais jusqu'au 13 février 1984. Prix d'entrée: 15 F (12 F samedi). Billet jumelé pour les deux expositions: 19 F (13 F samedi).

Deux autres expositions sont consacrées à Raphaël: au musée du Louvre (pavillon de Flore): *Autour de Raphaël*; à Chantilly au musée Condé: *Raphaël au musée Condé* (toutes deux jusqu'au 13 février 1984).



Angela Davis est connue pour ses activités militantes en tant que Noire, en tant que femme, et en tant que membre du Parti Communiste Américain. L'essai publié aujourd'hui en français tente d'établir les points de convergence de la lutte des femmes noires américaines contre le racisme, le sexisme et l'exploitation capitaliste.

Le livre s'ouvre par le rappel de ce qu'a été l'esclavage des Noirs: une longue suite de révoltes, d'actes d'insubordination toujours cruellement réprimés, et dans lesquels les femmes noires ont pris part à égalité avec leurs frères de couleur. On découvre également combien le mouvement des suffragettes américaines, si vivace au début de ce siècle, a été surtout un mouvement des femmes des couches privilégiées. Alors que la question du droit de vote aux Noirs était encore débattue, nombre de mouvements féministes et leurs porte-parole les plus célèbres avançaient comme argument qu'il valait mieux accorder le droit de vote aux femmes blanches instruites qu'aux Noirs illettrés.

On voit avec quelle ardeur, au lendemain de l'émancipation des esclaves, des femmes noires se sont lancées dans l'action militante pour œuvrer à l'émancipation de leur race, notamment en ouvrant des écoles, en publiant des journaux, en dénonçant, parfois au péril de leur vie, les actes de lynchage et l'absence de droits civiques.

Les liens du mouvement socialiste et communiste américain avec la lutte des femmes et la lutte contre le racisme sont rapidement esquissés. Il est vrai que pendant ces dernières décennies, le Parti Communiste s'est trouvé de fait hors du mouvement noir, et n'y est guère rattaché que grâce à Angela Davis elle-même. Et la notoriété de celle-ci doit probablement davantage à sa propre personnalité et à son action dans le mouvement noir et le mouvement des femmes qu'à son appartenance au Parti Communiste Américain.

Au-delà de ces aspects descriptifs de l'histoire de la lutte des femmes noires, on ne trouve guère de fil conducteur à cet ouvrage qui se présente sous la forme d'un travail de compilation universitaire, avec toutes les contraintes du genre: innombrables citations d'ouvrages et d'articles sur la question, surabondance de noms de personnages, de lieux, etc. Le lecteur français peut se perdre un peu dans un tourbillon de faits qu'il n'est pas toujours possible de resituer dans leur contexte.

A cet inconvénient s'ajoute le fait que les traducteurs ont parfois déformé le nom de telle organisation syndicale, changé un nom de ville pour un nom de famille, et n'ont pas cru bon d'ajouter le minimum de notes explicatives qui éclaireraient le lecteur français.

Hélène DURY

Femmes, race et classe de Angela Davis. Ed. des Femmes. 78 F.

C'EST le premier volume de ses mémoires que fait paraître aujourd'hui Hocine Aït Ahmed, l'un des chefs historiques de la révolution algérienne avec Ben Bella, Larbi Ben M'hidi, Rabat Bitat, Mohammed Boudiaf, Ben Boulaid, Mourad Didouche, Mohammed Khider et Krim Belcacem. Avec eux, il fut l'initiateur du « soulèvement de la Toussaint » qui, le 1^{er} novembre 1954, allait conduire le peuple algérien à son indépendance.

Au lendemain de l'indépendance, Aït Ahmed a refusé de cautionner le régime dictatorial mis en place par les dirigeants du FLN, ce qui lui a valu de connaître les geôles de Boumedienne — moins longtemps cependant que Ben Bella — après celles de l'impérialisme français. Contraint au silence ou presque, il vit aujourd'hui en exil.

En commençant la publication de ses mémoires, Aït Ahmed entreprend d'écrire l'histoire de la lutte du peuple algérien pour son indépendance en même temps qu'il donne son point de vue sur les luttes internes qui ont agité le mouvement nationaliste algérien.

Tout comme les autres dirigeants du FLN, Aït Ahmed est un nationaliste, respectueux de l'Islam, même s'il lui arrive de faire référence à Marx et de regretter que le régime algérien ne soit ni démocratique ni capable de développer une économie socialiste.

Ses mémoires s'adressent en premier lieu à ceux qui ont vécu le mouvement nationaliste algérien et l'abondance de noms et de faits cités semble avoir pour but de rétablir certaines vérités face à l'histoire « officielle » admise par le régime actuel.

La période couverte par ce premier volume traite de la montée de la mobilisation des masses algériennes. Le 1^{er} mai 1945 des manifestations ont lieu dans les grandes villes du pays, mêlant revendications sociales et mots d'ordre indépendantistes. La répression s'abat sans retenue. A Alger, on compte sept morts parmi les manifestants. Huit jours plus tard, la marine et l'aviation françaises rasant des villages entiers à Kherata et autour de Sétif. Les forces françaises libèrent les prisonniers de guerre italiens et allemands pour faire la chasse aux insurgés algériens dans le Constantinois.

Moins que jamais l'impérialisme français ne semble prêt à accorder les moindres droits à la population algérienne. Le Parti Communiste Algérien, comme le PCF, rejette l'idée d'indépendance et traite d'agents de Hitler les militants du PPA (Parti Populaire Algérien) qui

parlent d'indépendance. Il est vrai que c'est le ministre « communiste » de l'Aviation, Charles Tillon, qui avait couvert le bombardement de Sétif...

Du côté des indépendantistes algériens, alors regroupés autour de Messali Hadj au sein du PPA, le fossé se creuse entre partisans de la lutte légale, des participations aux élections, et ceux qui, comme Aït Ahmed, pensent que seule la lutte armée contre le colonialisme français aboutira à l'indépendance de l'Algérie.

Face aux forces répressives partout présentes, dans les villes, les villages, sur les routes, les jeunes militants du PPA et, à partir de 1948 de sa branche militaire dirigée entre autres par Aït Ahmed, apprennent l'art de la lutte clandestine. Véhiculer des tracts, voire l'argent du collectage, exige des prouesses d'astuce. Pour celui qui est pris c'est à coup sûr la torture, parfois la mort. Mais les complicités se font de plus en plus nombreuses dans une population qui ne supporte plus le joug colonial.

Face à la répression des autorités françaises, le mouvement nationaliste algérien trouve de plus en plus de combattants : Aït Ahmed, qui a été au cœur de ce mouvement, en donne maints exemples au travers de portraits, d'anecdotes.

Nombre de militants, dont Aït Ahmed, mais aussi Ben Bella et Boudiaf et d'autres moins connus ou qui sont tombés avant que l'histoire ne retienne leur nom, s'inquiètent du tournant legaliste que prend leur organisation et essaient de lui donner un tour plus combatif. Ce sont d'ailleurs une bonne partie d'entre eux qui formeront le futur FLN (Front de Libération Nationale).

Aït Ahmed parle longuement de cet aspect dans ce premier volume, ainsi que des différentes luttes de clans et de factions dans le parti de Messali Hadj. Un lecteur peu au courant de ces débuts de « l'esprit d'indépendance » en Algérie risque d'être un peu perdu car l'auteur multiplie les anecdotes et les digressions politiques. Cela donne néanmoins à son témoignage un tour particulièrement vivant, d'autant que le style en est très clair.

Attendons la publication du second tome sur l'insurrection et la guerre d'indépendance, puisque le premier tome s'arrête en 1952.

A.J.

Mémoires d'un combattant - L'esprit d'indépendance - 1942-1952 de Hocine Aït Ahmed. Ed. Sylvie Messinger. 31, rue de l'Abbé Grégoire 75006 Paris. Prix : 96 F.

HOCINE AÏT AHMED

Mémoires d'un combattant

L'esprit d'indépendance 1942-1952



Les Dossiers du Canard

1983: les dessins de rigueur



Enchaîné publie 1983, les dessins de rigueur, qui sont une rétrospective en dessins, avec quelques commentaires, des événements les plus importants de l'année, en France et à l'étranger.

Des dessins satiriques et drôles, que ce soit à propos de la baisse du taux de la Caisse d'Epargne, ou de la révélation par le Canard du trucage des chiffres du chômage, ou des comptes en Suisse. Les affiches électorales des municipales style Canard sont savoureuses, et les dessinateurs s'en donnent à cœur joie sur les vacances en France (avec les restrictions de cet été), sur la hausse du dollar, le plan de rigueur, et enfin l'engagement français au Tchad et au Liban.

Une façon caustique de revivre les moments plus ou moins marquants de l'année écoulée.

Laurence VINON

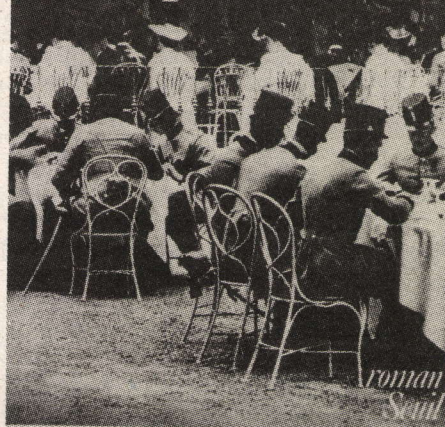
Les Dossiers du Canard - 1983: les dessins de rigueur. Prix : 20 F.

IL EST CHARMANT C'T'HOMME



Joseph Roth

La Crypte des Capucins



l'histoire d'une famille et surtout d'un homme, Trotta.

Le héros raconte sa vie à Vienne, en 1914, pendant les mois qui précèdent la Première Guerre mondiale. Jeune aristocrate sans problème, il fréquente les cafés, écoute les beaux parleurs et regarde la sœur de l'un de ses amis. Il voyage, fait des connaissances, vit avec nonchalance et inconscience. Avec la guerre, l'empire autrichien s'effondre, et avec lui ce petit monde d'insouciance dans lequel vivait Trotta. Il devient officier de l'armée autrichienne, est fait prisonnier en Sibérie. Il traverse ensuite la crise économique de l'après-guerre et assiste aux premières manifestations des nazis. Mais il ne voit ni ne comprend grand-chose aux événements qu'il traverse. Pour Trotta, nostalgique de la dynastie des Habsbourg et de la grandeur de l'empire autrichien, la vie s'est en quelque sorte arrêtée en 1916, à la mort de l'empereur François-Joseph.

Cela donne un roman trop décalé par rapport à la réalité qu'il évoque pour être aussi intéressant que l'était La Marche de Radetzky.

Bertrand GORDES

La Crypte des Capucins de Joseph Roth. Ed. du Seuil. 184 pages. 69 F.

La Marche de Radetzky vient d'être réédité par les Ed. du Seuil, en format de poche, dans la collection Points-Roman.

Ce roman de l'écrivain autrichien mort en 1939 se présente comme une suite à La Marche de Radetzky publié il y a un an. Il reprend d'ailleurs le même thème, celui de la décadence de l'empire autrichien abordée à travers

TUNISIE

La bonne conscience du monde occidental

Il ne manque pas de bien-pensants pour se vanter de la démocratie qui règne ici, en France, ce modèle de liberté...

Pourtant dans un pays pas loin de chez nous, soutenu par le gouvernement français, en Tunisie, on fait tirer sur des émeutiers de la misère, on mitraille des gens qui réclament du pain.

Pourquoi cela ? Parce que, nous dit-on, en Tunisie, il y avait une mau-

vaise gestion de l'économie car on ne vendait pas le pain et la semoule, base de l'alimentation de la majorité de la population, au prix « réel ». En effet, le gouvernement versait une subvention pour que les déshérités puissent au moins se nourrir.

Or, pour le Fonds Monétaire International, c'est-à-dire pour les banques du monde occidental, il faut une saine ges-

tion de l'économie, pour que la Tunisie puisse obtenir des crédits des usuriers occidentaux qui veulent être certains de toucher leurs intérêts. Et pour une « saine gestion » de l'économie, tant pis s'il faut que des gens meurent de faim.

Tous les bien-pensants si fiers de leur démocratie feignent d'ignorer que les libertés

vont de pair avec la richesse.

Mais le pire, c'est que c'est aussi pour eux, pour qu'eux tous, petits et grands bourgeois, puissent continuer à être satisfaits de leur monde, pour que tous ces nantis du monde occidental puissent le demeurer, en toute bonne conscience, qu'en Tunisie on fait tirer sur des gens qui ont faim.

Voir notre article page 13.

1980 à Gafsa : Les basses œuvres des gendarmes français

La presse a rappelé que les émeutes qui ont éclaté en Tunisie ne sont pas les premières. En janvier 1978 déjà, lors d'une journée de grève générale déclenchée par le syndicat UGTT, Bourguiba avait envoyé l'armée contre les manifestants, et plus récemment en janvier 1980 dans la ville de Gafsa un soulèvement avait été réprimé dans le sang et avait été suivi par la condamnation à mort de treize

des insurgés.

A l'époque, Bourguiba avait trouvé l'appui de l'armée française. Les informations étaient distillées au compte-gouttes et les représentants du gouvernement français ne s'en étaient pas trop vantés. Mais il avait été question de Puma et de Transall bien français au-dessus du ciel de Gafsa et plusieurs navires français, dont le croiseur lance-missiles Colbert,

étaient stationnés au large du golfe de Gabès, prêts à intervenir.

Eh bien, *Le Figaro* du 5 janvier nous apprend aujourd'hui, trois ans après, que les gendarmes français du GIGN avaient directement trempé dans la répression à Gafsa et que c'est grâce à eux que « cette équipée (l'insurrection de Gafsa) fut réduite à néant » selon les termes de l'éditorialiste du *Figaro*.

Peut-être apprendrons-nous dans trois ans que, derrière les blindés qui quadrillent aujourd'hui Tunis, il y a des fusilleurs français. Tant il est vrai qu'en ce qui concerne les sales guerres contre les peuples, les dirigeants de l'impérialisme français, de droite comme de gauche, n'ont jamais hésité à prêter main-forte aux potentats locaux, surtout dans les ex-colonies françaises.

De francs salauds

Aucune atteinte n'a été portée aux personnes, aux biens ou aux intérêts français en Tunisie au cours des « incidents » de ces derniers jours, a indiqué le porte-parole du Quai d'Orsay, qui a précisé que 12 500 Français étaient actuellement recensés en Tunisie.

Des émeutes de la misère explosent en Tunisie. La police et l'armée tirent sur les manifestants. Le gouvernement français est satisfait : le pire a été évité, les biens et les intérêts français sont sains et saufs !

Cynique, le gouvernement « socialiste » ?

EN BREF

DELORS POUR UNE BAISSSE SAUVAGE DES SALAIRES

Delors, le 5 janvier, s'est expliqué sur ce qu'il appelle la « technique sauvage de la norme » qui consiste à annoncer à l'avance quel devra être l'objectif de l'inflation pour l'année à venir. Il a reconnu que pour l'an passé, cela n'a pas été tenu, mais justifie quand même de remettre ça pour l'an prochain, tout en disant que « la politique de la norme » n'est pas tenable longtemps.

Parlant des prix, il a d'ailleurs annoncé que dans une deuxième étape, ils seront libérés dès juillet. Parlant des salaires — nous y voilà ! — il s'est déclaré pour « l'authenticité du salaire », expliquant qu'il était partisan d'établir un rapport entre les performances des entreprises et les salaires. Tiens, tiens ! quelle bonne idée en période de crise et de régression industrielle. Selon lui le salaire devrait se diviser en trois parties : une, commune à tous les travailleurs français, puisqu'il faut bien, dit-il, qu'il y ait des travailleurs même dans les secteurs retardataires, ce qu'il nomme « la parité ». Une autre liée aux performances de l'entreprise, baptisée toujours par Delors « spécificité ». Et enfin une troisième correspondant à la promotion individuelle, qu'il nomme « récompense ».

Additionnez « parité », « spécificité », et « récompense » et vous obtiendrez « baisse des salaires ».

Delors n'a pas fait l'addition, il pense sûrement que les patrons n'y manqueront pas.

DERNIÈRE SOUCOUBE

La brigade de gendarmerie de Draguignan n'est pas feignante. Elle s'est précipitée pour recueillir le témoignage de Monsieur Nicolai qui, la veille, avait vu une soucoupe volante avec hublots, déplacement silencieux de rigueur et autres menus détails caractéristiques de tout OVNI qui se respecte.

Les gendarmes ont consciencieusement procédé à des prélèvements de terre et de végétaux à l'endroit où l'engin a laissé son empreinte circulaire.

Et les chercheurs de l'INRA (Institut national de recherche agronomique) se sont intéressés à leur tour à l'affaire. Ils ont constaté des « traumatismes virginiques », des « transformations chlorophylliennes » liées, qui sait, à l'action d'un « champ énergétique de type électrique », rien moins. Bref ils ont conclu à un événement « de grande ampleur survenu à cet endroit ».

Tous ces savants auraient pu tourner la tête aux villageois de Trans-en-Provence s'il n'y avait eu leur curé, l'abbé Roux, qui, pour croire en dieu, n'en garde pas moins un solide sens du rationnel. Il n'était pas autrement étonné, l'abbé : « La proximité du camp militaire de Canjuers, les charges parfois trop fortes et les obus qui s'égareront font qu'on est moins surpris », a-t-il déclaré. Moins surpris, mais sans doute pas moins inquiets !

Il n'y a pas de doute, les services de l'armée cherchent à intoxiquer les services de la Recherche agronomique. Que Rocard ne débloque pas trop vite un budget agricole pour financer un renifleur d'OVNI, Barre serait trop content...

C'EST LE FACTEUR !

Dans *Le Matin* du 5 janvier 1984, on peut lire que les facteurs suédois vont être utilisés à la chasse aux fraudeurs par la direction nationale des impôts. Ils seront chargés de renseigner cette dernière sur les relations des couples divorcés, afin de savoir s'ils ne se sont pas déclarés tels uniquement pour payer moins d'impôts. On n'ose imaginer par quels moyens les facteurs parviendront à leurs fins.

Et si l'Etat suédois n'attendait qu'après ça pour entretenir son armée, sa police, et ses patrons, voilà ce qu'on pourrait appeler le socialisme... à la suédoise.

CACHEZ CES SAINTES QUE JE NE SAURAI VOIR

D'après *France-Soir* du 5 janvier 1984, « l'Archevêché catholique de Saint-Louis (Missouri) et plusieurs organisations charitables de cette ville ont découvert avec stupéfaction qu'ils étaient encore propriétaires d'un cinéma pornographique qui leur rapportait quand même 35.000 dollars par an (300.000 F) ».

La main du seigneur ignore ce que fait la main du diable. Et pendant que l'une comptait les sous... que faisait l'autre ?